

Noisy-le-Sec, le 30 mars 2017

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Tel : 01 49 42 64 13  
[conseil.municipal@noisyselec.fr](mailto:conseil.municipal@noisyselec.fr)

## Compte rendu

**conseil municipal  
jeudi 23 mars 2017**

**A 19 h 30**

**Salle des Mariages à l'Hôtel de Ville**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 23 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 17 mars 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP (*arrivée à 20:15*), Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:15*), Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Elisabeth LEFEUVRE est représentée par Jean THARY,  
Laurence CORDEAU est représentée par Karine SUISSA,  
Marie-Rose HARENGER est représentée par Bernard GIRAULT,  
Samira BUYTENDORP est représentée par Yveline JEN jusqu'à 20 :15,  
Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE,  
Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA,  
Gilles GARNIER est représenté par Anne DEO,  
Pascale LABBE est représentée par Olivier SARRABEYROUSE,

**Absent sans donner de mandat :**

Fadil KORIMBOCUS jusqu'à 21 :15

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

# **JEUDI 23 MARS 2017**

## **A 19 H 30**

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

**Le maire annonce l'ouverture de la séance à 19:40.**

### **I - DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Monsieur le Maire propose la candidature de M. Olivier Deleu en tant que secrétaire de séance.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

**UNANIMITÉ**

**La désignation du secrétaire de séance est approuvée**

### **II – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL**

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2017 est soumis à l'approbation du conseil municipal :

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

**UNANIMITÉ**

**Le compte-rendu est approuvé**

### **III - NOTICES - DELIBERATIONS**

#### **1 - DIRECTION DES FINANCES**

##### **APPROBATION RELATIVE AU PROJET DE PACTE FINANCIER ET FISCAL TERRITORIAL ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL EST ENSEMBLE GRAND PARIS ET LA COMMUNE DE NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur** : Monsieur Dref MENDACI

Le Projet de Territoire adopté le 15 décembre 2015 prévoit l'adoption d'un Pacte Financier et Fiscal d'Est Ensemble.

Il est un engagement volontaire des collectivités composant l'intercommunalité et vise à sécuriser les ressources qui permettront de financer les projets communs du Territoire d'Est Ensemble et de ses communes membres.

L'adoption d'un Pacte financier et fiscal territorial s'inscrit dans une logique de solidarité territoriale. Ce document, rendu obligatoire par la loi Lamy pour les collectivités signataires d'un Contrat de ville, a pour objectif de « réduire les disparités de charges et de recettes entre ces dernières ».

Il est un élément fondamental de l'Acte II d'Est Ensemble afin de franchir une nouvelle étape de la construction intercommunale et prendre pleinement position au sein du nouveau paysage institutionnel.

Avec l'entrée dans la Métropole du Grand Paris, le financement d'Est Ensemble et du projet commun qu'il porte a été substantiellement modifié à travers le mécanisme du Fonds de compensation des charges territoriales (FCCT). Dans ce contexte, l'exigence d'une gouvernance partagée de qualité entre l'EPT et ses villes membres est d'autant plus grande.

Le pacte financier et fiscal traduit ainsi une volonté de continuer à construire ensemble dans un environnement institutionnel toujours instable. Il est composé d'engagements mutuels de l'EPT et des villes sur la base de quatre objectifs :

- Stabiliser la relation financière entre les villes et l'EPT
- Sécuriser le financement du Projet de Territoire
- Garantir une meilleure équité fiscale et tarifaire entre les habitants et entreprises du territoire
- Densifier les mutualisations et coopérations financières locales

En outre, le pacte financier et fiscal d'Est Ensemble est un acte de solidarité territoriale. Il opère une forme de péréquation au sein du bloc territorial et approfondit la logique de mutualisation. Ce pacte territorial devra également s'articuler avec le pacte financier et fiscal métropolitain pour lequel les villes et le Territoire proposeront une contribution commune.

Le Pacte financier et fiscal est autant l'outil des villes que de l'EPT. Il devra ainsi être délibéré dans les mêmes formes par les conseils municipaux et prendra effet sous un délai de trois mois à compter de la notification par l'EPT. Le Pacte financier et fiscal est valable jusqu'au renouvellement des conseils municipaux. Il pourra être révisé en tant que de besoin selon les règles en vigueur.

Il est demandé au conseil municipal d'adopter le projet de Pacte Financier et Fiscal territorial.

#### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'article 12 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville,

Vu la délibération 2015-12-15-39 du Conseil communautaire du 15 décembre 2015 relative à l'adoption du projet de territoire d'Est Ensemble,

Vu la délibération 2016-07-05-31 du Conseil territorial du 5 juillet 2016 relative à l'adoption du schéma de mutualisation, de coopération et de territorialisation,

Considérant le projet de territoire d'Est Ensemble et la volonté d'y adosser un pacte financier et fiscal qui en garantisse les moyens,

Considérant les nouvelles modalités de financement de l'Etablissement public territorial impliquant une gouvernance financière renforcée et la préparation d'une contribution commune vis-à-vis du Pacte financier et fiscal métropolitain,

Considérant les objectifs poursuivis par le Contrat de ville d'Est Ensemble et le schéma de mutualisation, de coopération et de territorialisation,

Considérant l'avis favorable du comité des maires du 29 novembre 2016,

La commission des finances consultée.

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec approuve le projet de pacte financier et fiscal territorial.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

<b>ABSTENTION :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR :</b>	<b>36</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).</b>

**La délibération est adoptée**

## **2 - DIRECTION DES FINANCES**

### **MAINTIEN DE LA GARANTIE COMMUNALE AU PROFIT DE L'UNION SOINS ET SERVICES ILE DE FRANCE**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Dans le cadre d'un transfert par voie d'apport d'actif, l'Union Soins et Services Ile de France (USSIF) sollicite en date du 07 septembre 2016 le maintien de la garantie solidaire initiale accordée par la commune de Noisy-le-Sec à l'Association Régionale d'Action Sanitaire et Sociale et d'Oeuvres Culturelles (ARASSOC) de l'Ile de France adoptée par le conseil municipal en date du 11 octobre 2001 par la délibération n°01.11 garantissant à hauteur de 100% l'emprunt contracté auprès du Crédit Foncier de France (CFF) destiné à financer l'opération de restructuration de la Maison de retraite Saint-Antoine de Padoue, située 11 rue Tripier à Noisy-le-Sec, d'un montant de quatre millions deux cents quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents trente sept euros (4 297 537 euros).

Ce transfert par voie d'actif partiel implique le transfert du contrat de prêt contracté par l'ARASSOC aux droits de laquelle vient la Fondation Hospitalière Sainte-Marie (FHSM) auprès du Crédit Foncier de France (CFF) dont le capital restant dû au 30 juin 2016 est de deux millions sept cents quarante trois mille neuf cents trois euros et soixante douze centimes (2 743 903,72 euros)

Il est demandé au conseil municipal de maintenir la garantie solidaire initiale au profit l'Union Soins et Services Ile de France (USSIF) à hauteur de 100% du capital restant dû au 30 juin 2016 d'un montant de 2 743 903,72 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

#### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article L. 443-13 alinéa 3 du code de la construction et de l'habitation,

Vu la sollicitation formulée par l'Union Soins et Service Ile de France (USSIF) en date du 07 septembre 2016 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès du Crédit Foncier de France (CFF) destiné à financer l'opération de restructuration de la Maison de retraite Saint-Antoine de Padoue située 11 rue Tripier à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n°45742980492K, dont le tableau d'amortissement est annexé, signé entre la Fondation Hospitalière Sainte Marie (FHSM) et le Crédit Foncier de France (CFF),

Considérant les modalités de transfert par voie d'apport d'actif entre la Fondation Hospitalière Sainte Marie (FHSM) et l'Union Soins et Services Ile de France (USSIF), la commune de Noisy-le-Sec accorde le maintien de sa garantie solidaire initiale dont le capital restant dû au 30 juin 2016 est de deux millions sept cents quarante trois mille neuf cents trois euros et soixante douze centimes (2 743 903,72 euros)

La commission des finances consultée.

**DELIBERE**

#### **Article 1 :**

La commune de Noisy-le-Sec, dans le cadre d'un transfert par voie d'apport d'actif, accorde le maintien de sa garantie solidaire initiale à l'Association Régionale d'Action Sanitaire et Sociale et d'Oeuvres Culturelles (ARASSOC) de l'Ile de France aux droits de laquelle vient la Fondation Hospitalière Sainte-Marie (FHSM) à hauteur de 100% de toutes les sommes dues au titre de l'emprunt de quatre millions deux cents quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents trente sept euros (4 297 537 euros) relatif au prêt n°45742980492K contracté auprès du Crédit Foncier de France (CFF) selon les caractéristiques reprises, en faveur de l'Union Soins et Services Ile de France (USSIF) dont le capital restant dû au 30 juin 2016 est de deux millions sept cents quarante trois mille neuf cents trois euros et soixante douze centimes (2 743 903,72 euros)

Ce prêt locatif (PLS) régi par les articles L.351-1 et suivants et R.331-1 à R.331-21 du code de la construction et de l'habitation a été destiné à financer la restructuration de la Maison de retraite Saint-Antoine de Padoue.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Foncier de France, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

### **3 - DIRECTION DES FINANCES**

#### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM LOGIREP DESTINÉE À FINANCER LA SECONDE TRANCHE RELATIVE À L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS PLUS SITUÉE AU 238 RUE DE BRÉMENT AU QUARTIER DU LONDEAU OPÉRATION ANRU À NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La SA d'HLM LOGIREP sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 17 février 2016 portant sur l'opération de construction de 14 logements PLUS située au 238 rue de Brément "quartier Londeau" à Noisy-le-Sec.

#### **Rappel du contexte et détail de l'opération :**

L'opération Quartier du Londeau – Rue de Brément se décompose en tranches A, B et C relatives à la construction de logements collectifs sociaux et de deux cellules d'activité/commerces, de la démolition sélective de logements et d'un parking et de la construction de 100 logements collectifs sociaux dont 86 PLS et 14 PLUS et de 5 cellules d'activité/commerces.

S'agissant de la construction de 14 logements PLUS, le plan de financement est détaillé comme suit.

#### **Le Plan de financement de l'opération :**

Ressources :	Montant	En %
Prêt CDC – PLUS Construction	2 312 652 €	84,61
Prêt CDC – PLUS Foncier	229 602 €	8,40
Total prêt CDC dont la garantie communale des emprunts est sollicitée.	2 542 254 €	93,01
Subvention ANRU	93 956 €	3,44
Fonds propres	97 100 €	3,55
TOTAL	2 733 310 €	100,00

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM LOGIREP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 2 542 254 euros et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

En contrepartie de la garantie, LOGIREP réserve 3 logements au contingent ville répartis par typologie :

- 1 logement T5 - PMR
- 2 logements T4

### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM LOGIREP en date du 17 février 2016 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer l'opération de construction de 14 logements PLUS au 238 rue de Brément "Quartier Londeau" à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n° 53726 en annexe signé entre LOGIREP et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM LOGIREP tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de deux millions cinq-cent-quarante-deux mille deux-cent-cinquante-quatre euros (2 542 254 euros),

La commission des finances consultée.

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total deux millions cinq-cent-quarante-deux mille deux-cent-cinquante-quatre euros (2 542 254 euros) souscrit par la SA d'HLM LOGIREP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 53726 constitué de deux lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

<b>POUR :</b>	<b>36</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>
<b>CONTRE:</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>

**La délibération est adoptée**



#### **4 - DIRECTION DES FINANCES**

##### **DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE ET DE DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ CONCERNANT LA RÉGIE DE RECETTES DU CIMETIÈRE**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

M. Jacques Ladreyt est entré dans les effectifs de la ville le 1<sup>er</sup> octobre 2008 et a occupé le poste de régisseur de la régie de recettes du cimetière du 1<sup>er</sup> décembre 2009 au 31 décembre 2015. A l'occasion du contrôle d'un titre de concession établi par M. Jacques Ladreyt, dont la signature paraissait avoir été falsifiée, des responsables du service concerné se sont aperçus que plusieurs sommes d'argent concernant d'autres titres de concession n'avaient pas été versées à la caisse du receveur municipal.

Le préjudice pour la ville est évalué à 52 477,52 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur, la responsabilité du régisseur titulaire est engagée.

Ainsi, un ordre de versement à l'encontre de monsieur LADREYT a été émis par la ville le 12 mai 2016, à la demande du comptable, pour combler le déficit de la régie du cimetière.

Par courrier du 25 mai 2016, monsieur LADREYT a sollicité de la ville, un sursis à cet ordre de versement, ainsi qu'une demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse auprès du Directeur Départemental des Finances Publiques.

Pour instruction du dossier par ce dernier, l'avis personnel de l'ordonnateur et l'avis du conseil municipal sont requis.

Un avis défavorable a été donné aux demandes de monsieur LADREYT par l'ordonnateur par courrier datant du 16 septembre 2016.

Considérant que M. Ladreyt a reconnu avoir perçu illégalement des sommes destinées à l'achat et le renouvellement de concession, il est proposé au conseil municipal d'émettre un avis défavorable à ses demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse.

#### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable, notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et modifiant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements,

Vu le courrier du Trésor Public du 25 avril 2016 invitant la ville à émettre un ordre de versement à l'encontre de monsieur Jacques LADREYT régisseur titulaire de la régie concernée par le déficit constaté,

Vu l'ordre de versement en date du 12 mai 2016 notifié à monsieur LADREYT,

Vu le courrier du 25 mai 2016 par lequel monsieur LADREYT sollicite la ville d'une demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse pour le déficit constaté sur la régie de recettes du cimetière,

Considérant que l'avis de l'assemblée délibérante est requis dans le cadre de l'instruction des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse présentée par monsieur LADREYT,

DELIBERE

Article 1:

Un avis défavorable est donné par le conseil municipal aux demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse présentées par monsieur Jacques LADREYT pour le déficit de la régie d'avances du cimetière d'un montant constaté de 52 477,52 euros.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **5 - DIRECTION DES FINANCES**

### **INDEMNITÉ DE CONSEIL ALLOUÉE AU RECEVEUR MUNICIPAL**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et ses textes d'application permettent, sous certaines conditions, le versement d'une indemnité de conseil aux receveurs municipaux.

Cette possibilité est attachée à des services effectivement rendus par les comptables du Trésor chargés des fonctions de receveur de la commune et des établissements publics locaux.

L'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 énumère comme suit les collaborations qui peuvent légitimer cette indemnité : prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, notamment dans les domaines relatifs à :

- l'établissement des documents budgétaires et comptables,
- la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie,
- la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises,
- la mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières.

L'article 4 de l'arrêté susmentionné précise que « l'indemnité est calculée par application du tarif ci-après à la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre et afférentes aux trois dernières années ».

Son montant est donc actualisé chaque année.

En application de l'arrêté précité, l'indemnité est acquise au comptable pour toute la durée du mandat municipal.

Cependant, personnelle au comptable, une nouvelle délibération doit être prise à l'occasion de tout changement de comptable.

C'est à ce titre, puisqu'un nouveau comptable, monsieur Guy DESCOURS, est en charge de la Trésorerie Municipale de Rosny-sous-Bois depuis juillet 2016, que le conseil municipal est sollicité.

Aussi, comme cela avait été accordé précédemment, il est proposé d'octroyer une indemnité correspondant à 80% de ce tarif maximal.

### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables municipaux, et notamment ses articles 2 et 3,

Considérant les prestations de conseil et d'assistance exercées par le comptable municipal de Noisy-le-Sec en matière budgétaire et comptable,

Considérant l'affectation de M. Guy DESCOURS en juillet 2016 en qualité de comptable de la Trésorerie municipale de Rosny-sous-Bois,

La Commission Finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

L'indemnité de conseil est attribuée pour toute la durée du présent mandat à Monsieur Guy DESCOURS receveur municipal conformément à l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983.

Article 2 :

Le montant annuel de l'indemnité de conseil est calculé sur la base d'un taux de 80% de la moyenne du montant des opérations budgétaires réelles des années, n-3, n-2, n-1 et sur la durée de sa présence.

Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget principal de la ville pour l'exercice au chapitre 011 "Charges à caractère général" article 6225 "Indemnité au comptable et aux régisseurs".

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

<b>ABSTENTION :</b>	<b>2</b>	<b>Christiane DEL POZO, Patrick LASCoux</b>
<b>POUR :</b>	<b>40</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>

**La délibération est adoptée**

## **6 - DIRECTION DES FINANCES**

### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM BATIGERE DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION D'ACQUISITION DE VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHÈVEMENT DE 103 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX EN GESTION INTERGÉNÉRATIONNELLE ET DE 54 LOGEMENTS INTERMÉDIAIRES SITUÉS ZAC DU QUARTIER DURABLE DE LA PLAINE DE L'OURCQ.**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La SA d'HLM BATIGERE sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier en date du 13 septembre 2016 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 103 logements locatifs sociaux (83 PLS et 20 PLUS) en gestion intergénérationnelle et de 54 logements intermédiaires (LI) en bordure du canal située ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq, rue de Paris à Noisy-le-Sec.

#### **Rappel du contexte et détail de l'opération :**

Le projet proposé compte les 3 éléments ci-dessous :

- Un immeuble de 103 logements sociaux sur la rue de Paris dont ce dernier aura la particularité d'être en gestion intergénérationnelle,
- Un second immeuble de 54 logements à loyers intermédiaires en bordure du canal,

Les performances recherchées sont les suivantes :

- Certification HE profil A
- Label Effinergie + (performances énergétiques : RT2012 – 10% a minima)
- Application de la Nouvelle Réglementation Acoustique

L'habitat intergénérationnel est conçu comme un lieu où les liens sont favorisés entre résidents, où se développent des solidarités. Ces principes se traduisent concrètement à travers une réflexion menée sur trois points :

- Le logement : les typologies doivent être adaptées et permettre une mixité sociale et générationnelle,
- Les espaces communs, qui favorisent le lien social,
- L'animation sociale, qui requiert l'intervention d'un acteur expert.

#### **Le Plan de financement de l'opération :**

<b>Ressources</b>	<b>Montant</b>	<b>En %</b>
PLS Foncier	3 359 625 €	14,06
PLS	1 931 952 €	8,08
PLUS Foncier	1 527 838 €	6,39
PLUS	1 686 863 €	7,05
PLI Foncier	3 465 213 €	14,48
PLI	209 617 €	0,88
CPLS	2 280 188 €	9,52
<b>Total prêt CDC dont la garantie communale des emprunts est sollicitée</b>	<b>14 461 296 €</b>	<b>60,46</b>
Subvention État	55 000 €	0,23
Prêt(s) CIL	5 440 000 €	22,74
Fonds propres	3 963 492 €	16,57
<b>TOTAL</b>	<b>23 919 788 €</b>	<b>100,00</b>

En contrepartie de la garantie, BATIGERE réserve 32 logements au contingent ville répartis par typologie :

- 11 logements intermédiaires (1 T1 et 10 T2)

- 4 logements PLUS ( 4 T3)
- 17 logements PLS (6 T1 et 11 T2)

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM BATIGERE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 14 461 296 euros et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM BATIGERE en date du 13 septembre 2016 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 103 logements locatifs sociaux (83 PLS et 20 PLUS) en gestion intergénérationnelle et de 54 logements intermédiaires (LI) en bordure du canal située ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq, rue de Paris à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n° 62001 en annexe signé entre BATIGERE, ci après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM BATIGERE tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de quatorze millions quatre-cent-soixante-et-un-mille-deux-cent-quatre-vingt-seize euros (14 461 296 euros),

La commission des finances consultée.

## **DELIBERE**

### Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de quatorze millions-quatre-cent-soixante-et-un-mille-deux-cent-quatre-vingt-seize euros (14 461 296 euros), souscrit par la SA d'HLM BATIGERE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 62001 constitué de sept lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

### Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **7 - DIRECTION DES FINANCES**

### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE 3F DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION (PHASE 1 ET 2) DE 396 LOGEMENTS "CITÉ DES FLEURS" SITUÉE RUE DE 18 AVRIL 1944 À NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La SA d'HLM Immobilière 3F (I3F) sollicite la commune par son courrier du 03 février 2017 portant sur le financement de l'opération de réhabilitation phase 1 et 2 de l'ensemble immobilier "Cité des Fleurs" de 396 logements.

Cette sollicitation tend à améliorer les conditions financières des emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Afin de permettre à la CDC de valider le contrat de prêt n°60084 d'un montant de 7 915 000 euros réparti en deux lignes de prêt comme ci dessous :

- Prêt PAM de 2 965 000 euros,
- Prêt PAM Eco-prêt de 4 950 000 euros.

Pour cela, il convient de remplacer le contrat n° 39610 de 3 465 000 euros initialement prévu au financement de la phase 1 ainsi que le contrat n°43062 de 4 450 000 euros envisagé pour le financement de la phase 2.

Il nous appartient d'abroger la délibération 2014/11-04 du 27 novembre 2014 relative à la garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM I3F destinée à financer la phase 1 de l'opération de réhabilitation des 396 logements.

#### **Rappel du contexte et détail de l'opération :**

Il est proposé de garantir l'emprunt de 7 915 000 euros contracté par le bailleur I3F auprès de la CDC afin de réaliser le programme des travaux de réhabilitation dont les caractéristique se décomposent comme ci dessous :

##### *Un volet économie d'énergie :*

- L'isolation par l'extérieur des façades, (Phase 1)
- Le renfort de l'isolation thermique des terrasses, (Phase 2)
- La mise en place d'une ventilation hydro-réglable type B ou équivalent, (Phase 2)
- Un renfort de l'isolation des planchers hauts des sous-sols.

##### *Un second volet amélioration :*

En parties communes :

- Le remplacement des garde-corps des balcons, (Phase 1)
- La mise en peinture des persiennes métalliques, (Phase 1)
- La rénovation des halls y compris le contrôle d'accès, (Phase 2)
- La peinture des cages d'escalier, (Phase 2)
- Externalisation du tri sélectif. (Phase 2)

En parties privatives :

- Révision des menuiseries extérieures, (Phase 2)
- Mise en sécurité de l'électricité, (Phase 2)
- Réfection WC comprenant le remplacement des sanitaires, la mise en peinture, (Phase 2)
- Le remplacement des éviers et meubles éviers, (Phase 2)
- Le remplacement des robinets d'arrêt gaz qui ne seraient pas aux normes, (Phase 2)
- Le remplacement partiel (30%) des chutes EU/EV, (Phase 2)

#### **Description générale du dispositif : Prêt Réhabilitation (PAM)**

Ce prêt permet de financer les opérations d'amélioration du parc locatif social. Sont éligibles les opérations de réhabilitation de logements conventionnés à l'APL qu'elles soient ou non éligibles à la Palulos.

### Le Plan de financement de la réhabilitation :

Ressources :	Montant	En %
Prêt CDC – PAM	2 965 000 €	33,60
Prêt CDC – PAM Eco-prêt	4 950 000 €	56,08
<b>Total Prêt CDC</b>	<b>7 915 000 €</b>	<b>89,68</b>
Prêt Solendi 1%	414 000 €	4,69
Fonds propres	497 303,64 €	5,63
<b>TOTAL</b>	<b>8 826 303,64€</b>	<b>100,00</b>

En contrepartie de la garantie, l'Immobilière 3F réserve 80 logements PALULOS au contingent ville répartis par typologie:

- T1 : 9
- T2 : 15
- T3 : 34
- T4 : 19
- T5 : 3

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 7 915 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

### DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la délibération 2014/11-04 du 27 novembre 2014 relative à la garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM I3F destinée à financer la phase 1 de l'opération de réhabilitation des 396 logements,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 16 avril 2014 relative à la phase 1 de l'opération de réhabilitation de l'ensemble immobilier "Cité des Fleurs" de 396 logements collectifs PAM située 1 à 3 allée des Violettes et 4,8,10,12 avenue de 18 avril 1944 à Noisy-le-Sec,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 7 décembre 2015 relative à la phase 2 de l'opération citée ci-dessus,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 3 février 2017 relative à l'amélioration des conditions financières,

Vu le contrat de prêt n° 60084 en annexe signés entre Immobilière 3F, ci après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant la nécessité d'abroger la délibération 2014/11-04 du 27 novembre 2014 relative à la garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM Immobilière 3F destinée à financer l'opération de réhabilitation de 396 logements "Cité des Fleurs" située Rue du 18 avril 1944 à Noisy-le-Sec,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière à hauteur de 100 % de la Ville du montant emprunté de sept-millions-neuf-cent-quinze-mille euros (7 915 000 euros),

La commission des finances consultée.



DELIBERE

Article 1 :

Abroge la délibération 2014/11-04 du 27 novembre 2014 relative à la garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM I3F destinée à financer la phase 1 de l'opération de réhabilitation des 396 logements.

Article 2 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de sept-millions-neuf-cent-quinze-mille euros (7 915 000 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 60084 constitué de deux lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **8 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE**

### **RÉVISION DES TARIFS APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2017 – TAXES ET DROITS PERÇUS DANS LE CADRE DES OPÉRATIONS FUNÉRAIRES ET CEUX RELATIFS AUX CONCESSIONS DE TERRAINS ET DE COLUMBARIUM**

**Rapporteur :** Monsieur Alexandre BEN HAIM

Nous sommes amenés chaque année à actualiser les tarifs des taxes et des droits à percevoir dans le cadre des opérations funéraires sur la commune, ainsi que ceux relatifs à la vente de concessions de terrains et de cases de columbarium dans les cimetières.

Les sommes perçues ont pour objet de nous permettre de régler la dépense relative aux reprises de concessions périmées et non renouvelées. Il est prévu cette année au budget une somme de 25 000€ pour ces opérations.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'actualisation des tarifs au 1<sup>er</sup> septembre 2017 suivants les montants ci-dessous qui correspondent à une augmentation de 5 % :

<u>Taxes et Droits Perçus lors des Opérations Funéraires</u>	<u>Tarifs 2016</u>	<u>Augmentation de 5% en 2017</u>	<u>Nouveau Tarif Proposé à partir du 1<sup>er</sup> sept. 2017</u>
Taxe d'inhumation Cercueil	152€	7.60	159,6€
Taxe d'inhumation Urne	76€	3.80	79,8€
Taxe de construction de Caveau	37€	1.85	38,8€
Redevance pour contrôle de travaux	37€	1.85	38,8€
Droits de séjour en caveau provisoire	95€	4.75	99,7€
Forfait par jour jusqu'au 30 <sup>ème</sup> jour	3.20€	0.16	3,3€
Forfait par jour à compter du 31 <sup>ème</sup> jour	6.30€	0.32	6,9€
Vacation de police (Tarif maximum fixé par la loi- taxe perçue par la commune au profit de l'Etat et reversée).	20€	0	20€
<u>Concessions</u>	<u>Tarifs 2016</u>	<u>Augmentation de 5% en 2017</u>	<u>Nouveau Tarif Proposé à partir du 1<sup>er</sup> sept. 2017</u>
15 ans adulte	255€	12.75	267,7€
15 ans enfant	145€	7.25	152,2€
30 ans adulte	707€	35.35	742,3€
50 ans adulte	1 554€	77.70	1 631,7€
10 ans columbarium	255€	12.75	267,7€

## DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2223-20 à L. 2223-22,

Considérant la nécessité chaque année d'actualiser et de fixer les tarifs des taxes et des droits à percevoir dans le cadre des opérations funéraires sur la commune, ainsi que ceux relatifs à la vente de concessions de terrains et de cases de columbarium dans les cimetières,

DELIBERE :

### Article 1 :

Les tarifs suivants concernant les taxes et droits perçus dans le cadre des opérations funéraires et ceux relatifs aux concessions de terrains et de columbarium sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017 :

<u>TAXES ET DROITS PERÇUS LORS DES OPÉRATIONS FUNÉRAIRES</u>	<u>Nouveau tarif proposé à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017</u>
Taxe d'inhumation Cercueil	159,6€
Taxe d'inhumation Urne	79,8€
Taxe de construction de Caveau	38,8€
Redevance pour contrôle de travaux	38,8€
Droits de séjour en caveau provisoire	99,7€
Forfait par jour jusqu'au 30 <sup>ème</sup> jour	3,3€
Forfait par jour à compter du 31 <sup>ème</sup> jour	6,9€
Vacation de police (Tarif maximum fixé par la loi) taxe perçue par la commune au profit de l'État	20€
<u>CONCESSIONS</u>	<u>Nouveau tarif proposé à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017</u>
15 ans adulte	267,7€
15 ans enfant	152,2€
30 ans adulte	742,3€
50 ans adulte	1 631,7€
10 ans columbarium	267,7€

### Article 2 :

Dit que les recettes liées au recouvrement des sommes dues seront inscrites au budget de la Ville – section de fonctionnement.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Fadil KORIMBOCUS ne prend part au vote (absent).***

**ABSTENTION :      11    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE  
   GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud  
   Gherras)**

**POUR :                31    MAJORITÉ MUNICIPALE**

**La délibération est adoptée**

## **9 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE**

### **ACTUALISATION DES TARIFS POUR LES ACTIVITÉS MUNICIPALES FACTURÉES PAR LE GUICHET UNIQUE OU DÉPENDANTES DES SERVICES SCOLAIRES-ENFANCE-JEUNESSE**

**Rapporteur :** Monsieur Alexandre BEN HAIM

Afin de gagner en lisibilité et de rendre les tarifs des activités plus justes, la municipalité a mis en place une grille tarifaire à 10 tranches basée sur le quotient familial pour toutes les prestations à la population.

La majorité des activités proposées par la municipalité est facturée par le Guichet Unique en fonction du quotient familial. La dernière actualisation de ces tarifs date de septembre 2015.

Une revalorisation des tarifs est proposée aujourd'hui sur la base d'une augmentation de 2 % pour la totalité des activités hors TAP, dont les tarifs sont proposés inchangés.

Il est proposé d'insérer une clause automatique de revalorisation de l'ensemble des tarifs, hors TAP, au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation publié par l'Insee.

Il est à noter que les délibérations concernant la tarification des activités du conservatoire et de l'école municipale de natation sont adoptées par le conseil communautaire de l'établissement public territorial Est-Ensemble.

La commune a mis en place un système d'inscription administrative et de réservation obligatoire pour toutes les activités périscolaires ainsi qu'une surfacturation de 40 % des tarifs applicables dans les 3 cas suivants

- La présence d'un enfant à une activité non inscrit administrativement.
- La présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable
- Pour toute réservation effectuée hors délai de réservation.

Ces mesures ont permis d'inciter les familles à s'inscrire (environ 80 % de familles inscrites avant la rentrée 2016-2017) et à réserver les activités (environ 33 % de non réservation selon les activités) et il est proposé de les conserver inchangées.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver ces nouveaux tarifs qui seront appliqués à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Considérant la nécessaire participation des familles à l'organisation des activités et services gérés par la ville,

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les tarifs des activités proposées par les services et équipements municipaux en raison de la baisse de la dotation globale de fonctionnement,

La Commission Finances – Développement économique consultée,

DELIBERE

#### **Article 1 :**

Les tarifs sont basés sur la grille à 10 tranches de quotient familial suivante :

Quotient	Tranche
De 0 à < 302	1

De 303 à < 504	2
De 505 à < 706	3
De 707 à < 908	4
De 909 à < 1102	5
De 1103 à < 1312	6
De 1313 à < 1514	7
De 1515 à < 1715	8
De 1716 à < 1918	9
Plus de 1919	10
Sans quotient	Tarif maximum appliqué

**Article 2 :**

Pour les personnes n'habitant pas à Noisy-le-Sec, le tarif de la tranche la plus haute est appliqué.

**Article 3 :**

Le renouvellement du calcul du quotient familial est obligatoire. En l'absence de ce renouvellement, le tarif de la tranche la plus haute est appliqué.

**Article 4 :**

Les agents municipaux se voient appliquer le tarif noiséen.

**Article 5 :**

En application du quotient familial, adopte les tarifs suivants concernant les tarifs par repas de la restauration scolaire :

Tranche	Tarif 2015/2016 Par repas	Tarif par repas à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	0,59€	0,60€
2	1,17€	1,20€
3	1,75€	1,80€
4	2,28€	2,30€
5	2,87€	2,90€
6	3,44€	3,50€
7	4,03€	4,10€
8	4,56€	4,65€
9	5,20€	5,30€
10	5,72€	5,85€

**Article 6 :**

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les tarifs des études surveillées :

Tranche	Tarif 2015/2016 tarif journalier	Tarif journalier à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	0,19€	0,20€
2	0,37€	0,40€

3	0,59€	0,60€
4	0,87€	0,90€
5	1,09€	1,10€
6	1,31€	1,35€
7	1,53€	1,55€
8	1,61€	1,65€
9	1,68€	1,70€
10	1,74€	1,80€

Article 7 :

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les accueils périscolaires du matin pour les écoles maternelles et élémentaires :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	0,70€	0,70€
2	0,78€	0,80€
3	1,01€	1,05€
4	1,26€	1,30€
5	1,48€	1,50€
6	1,74€	1,80€
7	2,05€	2,10€
8	2,28€	2,35€
9	2,58€	2,60€
10	2,88€	2,95€

Article 8 :

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les accueils périscolaires du soir pour les écoles maternelles :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	0,98€	1,00€
2	1,08€	1,10€
3	1,41€	1,45€
4	1,75€	1,80€
5	2,07€	2,10€
6	2,44€	2,50€
7	2,87€	2,90€
8	3,18€	3,25€
9	3,60€	3,70€
10	4,03€	4,10€

Article 9 :

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les accueils périscolaires du soir pour les écoles élémentaires :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	0,49€	0,49€
2	0,55€	0,55€
3	0,70€	0,70€
4	0,88€	0,90€
5	1,04€	1,05€
6	1,22€	1,25€
7	1,44€	1,50€
8	1,60€	1,65€
9	1,81€	1,85€
10	2,02€	2,05€

Article 10 :

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs suivants concernant les accueils de loisirs sans hébergement pour la demi journée du mercredi après midi avec repas :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	1,28€	1,30€
2	1,88€	1,90€
3	2,92€	3,00€
4	3,50€	3,60€
5	4,38€	4,50€
6	5,27€	5,40€
7	6,21€	6,40€
8	7,06€	7,20€
9	8,01€	8,20€
10	8,88€	9,05€

Article 11 :

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les accueils de loisirs sans hébergement pour la journée sans repas, petites et grandes vacances :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	1,38€	1,40€
2	1,38€	1,40€
3	1,85€	1,90€
4	2,50€	2,55€

5	3,02€	3,10€
6	3,66€	3,75€
7	4,35€	4,45€
8	4,99€	5,10€
9	5,62€	5,75€
10	6,26€	6,40€

**Article 12 :**

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les séjours, mini-séjours et classes de découverte :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	5,46€	5,60€
2	9,28€	9,50€
3	14,74€	15,05€
4	20,79€	21,20€
5	26,78€	27,30€
6	28,42€	29€
7	29,48€	30,05€
8	30,60€	31,20€
9	31,71€	32,35€
10	32,77€	33,45€

**Article 13 :**

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les séjours hiver du service jeunesse :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	25,14€	25,65€
2	29,48€	30,05€
3	33,88€	34,55€
4	38,23€	39€
5	41,52€	42,35€
6	46,98€	47,90€
7	50,26€	51,30€
8	54,62€	55,70€
9	59,02€	60,20€
10	63,37€	64,65€

**Article 14 :**

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les séjours printemps/été du service jeunesse :



Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	14,21€	14,50€
2	17,50€	17,85€
3	19,68€	20,10€
4	21,85€	22,30€
5	24,02€	24,50€
6	27,31€	27,90€
7	29,48€	30,10€
8	31,71€	32,35€
9	35,00€	35,70€
10	37,12€	37,85€

**Article 15 :**

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs journaliers suivants concernant les mini-stages du service jeunesse :

Tranche	Tarif 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1	1,11€	1,15€
2	1,38€	1,40€
3	1,65€	1,70€
4	1,91€	1,95€
5	2,17€	2,20€
6	2,76€	2,80€
7	3,29€	3,35€
8	3,82€	3,90€
9	4,35€	4,45€
10	4,94€	5,05€

**Article 16 :**

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs mensuels suivants concernant les Temps d'Accueil Périscolaires en école maternelle :

Tranches	Quotient	Tarifs 2015/2016	Tarif <b>inchangé</b> à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1 (tranches 1, 2 et 3)	0 - 706	1,00€	1,00€
2 (tranches 4, 5, 6 et 7)	707 - 1514	2,00€	2,00€
3 (tranches 8, 9 et 10)	1515 à l'infini	3,00€	3,00€

**Article 17 :**

En application du quotient familial, le Conseil adopte les tarifs mensuels suivants concernant les Temps d'Accueil Périscolaires en école élémentaire :

Tranches	Quotient	Tarifs 2015/2016	Tarif <b>inchangé</b> à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
1 (tranches 1, 2 et 3)	0 - 706	2€	2,00€
2 (tranches 4, 5, 6 et 7)	707 - 1514	4€	4,00€
3 (tranches 8, 9 et 10)	1515 à l'infini	6€	6,00€

**Article 18 :**

Fixe les tarifs par repas de la restauration municipale comme suit :

Catégories	Tarifs 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
Agents Communaux	3,71€	3,80€
Enseignant subventionné et non subventionné	4,07€	4,15€
Enseignant et intervenant du conservatoire	3,71€	3,80€
Est-Ensemble	11,30€	11,55€
Extérieur	5,08€	5,20€

**Article 19 :**

Fixe le tarif du renouvellement du badge magnétique des employés municipaux, en cas de perte, de vol ou de non restitution, comme suit :

Catégories	Tarifs 2015/2016	Tarif à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2017
Badge magnétique	15,75€	16,05€

**Article 20 :**

L'inscription administrative préalable des enfants participants aux activités périscolaires est obligatoire. Les activités périscolaires concernées sont : l'accueil du matin, l'accueil du soir, la restauration scolaire, les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) des mercredis et des vacances scolaires, les études surveillées.

La réservation pour chacune de ces activités est obligatoire dans les périodes fixées par la commune et portées à la connaissance des familles.

Une majoration de 40 % du tarif applicable pour chaque activité sera facturée dans trois cas :

- La présence d'un enfant à une activité non inscrit administrativement.
- La présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable.
- Pour toute réservation effectuée hors délai de réservation.

Les sommes facturées ou mises en recouvrement sont remboursables sur la base des tarifs non majorés, dans les cas suivants :

- En cas d'impondérable rendant impossible l'activité et sans proposition alternative d'accueil.

- En cas d'absence de l'enfant pour maladie, sous réserve de la production d'un certificat médical pour l'enfant, dans un délai de quinze jours à compter du premier jour d'absence, indiquant la durée de l'absence.
- En cas de modification récente de la situation familiale (naissance, décès, hospitalisation des parents) sur présentation d'un justificatif.

Article 21 :

Les nouveaux tarifs et le nouveau montant de la surfacturation seront appliqués à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Article 22 :

L'ensemble de ces tarifs seront revalorisés au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation publié par l'Insee, à l'exception des tarifs des Temps d'Activités Périscolaires (TAP).

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Les amendements suivants sont proposés par le groupe « socialiste et citoyen » :**

Articles 5 à 19 :

l'augmentation des tarifs est limitée à 1%

Article 20 § 3 :

**REEMPLACER**

« Une majoration de 40 % du tarif applicable pour chaque activité sera facturée dans trois cas :

- La présence d'un enfant à une activité non inscrit administrativement.
- La présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable.
- Pour toute réservation effectuée hors délai de réservation. »

**PAR**

« Une majoration de 10 % du tarif applicable pour chaque activité sera facturée dans trois cas :

- La présence d'un enfant à une activité non inscrit administrativement.
- La présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable.
- Pour toute réservation effectuée hors délai de réservation. »

**Le maire propose la mise en délibération des amendements :**

**UNANIMITE**

**La mise en délibération des amendements est approuvée**

**Le maire met les amendements en délibération :**

***Corinne BORD ne prend pas part au vote.***

***Ibrahim DIARRA (pouvoir Miloud Gherras) ne prennent pas part au vote (absents)***

<b>POUR:</b>	<b>8</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE</b>

**Les amendements sont rejetés**

Le maire met en délibération les articles 16, 17 et 20 :

*Ibrahim DIARRA (pouvoir Miloud Gherras) ne prennent pas part au vote (absents)*

POUR:	32	MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE :	9	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

Le maire met en délibération les articles 1 à 15, 18, 19, 21 et 22 :

*Ibrahim DIARRA (pouvoir Miloud Gherras) ne prennent pas part au vote (absents)*

POUR:	35	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »
CONTRE :	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE,

La délibération est adoptée

## **10 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **SIFUREP : ADHÉSION DES NOUVEAUX MEMBRES**

**Rapporteur :** Monsieur Karim HAMRANI

Syndicat mixte créé en 1905, le SIFUREP a pour missions d'organiser, de gérer et de contrôler le service public funéraire pour les collectivités adhérentes.

A l'écoute des évolutions sociales, humaines et culturelles qui influencent nécessairement l'action publique funéraire et les pratiques professionnelles des acteurs du service funéraire, le SIFUREP exerce ses missions avec le souci constant de répondre aux besoins des familles endeuillées et des communes.

Dans cet objectif, il veille à l'amélioration continue de l'accueil des familles des défunts, à l'accessibilité de tous à un service extérieur des pompes funèbres et à des infrastructures de qualité à un prix maîtrisé.

Il accompagne et conseille également les collectivités et leurs services dans l'application des réglementations et dans l'information des administrés sur les services et les équipements funéraires à leur disposition.

Le SIFUREP compte aujourd'hui 87 collectivités adhérentes et plus de 3 500 000 habitants sur son territoire.

Les compétences exercées par le SIFUREP sont les suivantes:

- Service extérieur des pompes funèbres
- Équipements funéraires : crématoriums et sites cinéraires
- Compétence cimetière

Par délibération en date du 26 septembre 2016, la commune de Bry-sur-Marne a demandé son adhésion au SIFUREP au titre des compétences « Service extérieur des pompes funèbres » et « crématoriums et sites cinéraires ».

Par délibération en date du 28 novembre 2016, la commune de Chennevières-sur-Marne a demandé son adhésion au SIFUREP au titre des compétences « Service extérieur des pompes funèbres » et « crématoriums et sites cinéraires ».

Lors de sa séance du 16 décembre dernier, le comité syndical du SIFUREP a approuvé ces adhésions, à l'unanimité.

Il convient désormais que les adhérents se prononcent, conformément aux articles L.5211-17 à L.5211-20 et L.5711-1 du Code général des collectivités territoriales, sur ces adhésions au syndicat.

L'extension du périmètre du syndicat sera ensuite prononcée par arrêté inter-préfectoral.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver ces adhésions,

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles, L.5211-17, L.5211-18, L.5711-1 et L.5721-2-1,

Vu les statuts du SIFUREP, approuvés par arrêté inter-préfectoral n°2015335-0044 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 portant adhésion des communes de Grigny (91), Bièvres (91), Rueil-Malmaison (92) et Mériel (95) au SIFUREP pour la compétence « service extérieur des pompes funèbres, crématoriums, sites cinéraires », et portant approbation des nouveaux statuts du syndicat,

Vu la délibération du conseil municipal de Bry-sur-Marne du 26 septembre 2016 relative à l'adhésion au SIFUREP, au titre de la compétence « Service extérieur des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »,

Vu la délibération du Conseil municipal de Chennevières-sur-Marne du 28 novembre 2016 relative à l'adhésion au SIFUREP au titre de la compétence « Service extérieur des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2016-12-39 du 16 décembre 2016 relative à l'adhésion de la commune de Bry-sur-Marne,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2016- 12-40 du 16 décembre relative à l'adhésion de la commune de Chennevières-sur-Marne,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'adhésion des communes de Bry-sur-Marne et de Chennevières-sur-Marne au SIFUREP au titre de la compétence « Service extérieur des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires ».

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Ibrahim DIARRA (pouvoir Miloud Gherras) ne prennent pas part au vote (absents)***

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **11 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENTS DE COMMANDES POUR L'ORGANISATION DE L'OPÉRATION "L'ÉTÉ AU CANAL"**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

Les Villes de Bondy et de Noisy-le-Sec, en partenariat avec la Séquano Aménagement et le Comité Départemental du Tourisme de Seine-Saint-Denis, travaillent sur des projets d'aménagement à proximité du canal de l'Ourcq et de développement d'activités festives et de loisirs, tout public, mettant en valeur le canal et ses berges.

Cette initiative a pour objectif de permettre aux habitants des deux villes de découvrir ces espaces, et de se les (ré)approprier, dans la perspective du futur réaménagement de la ZAC de l'Ourcq.

Fort du succès croissant de l'opération « l'Été du Canal », les villes de Bondy et de Noisy-le-Sec ont décidé de reconduire cette action pour les années 2017 à 2020.

L'opération a attiré 49732 personnes en 2016 (soit 16687 Noiséens, 14737 Bondynois et 18308 habitants d'autres villes), contre 42737 l'année précédente, soit une augmentation d'environ 15 %.

Cette opération, axée sur un Parc Nautique Urbain, complétée par de nombreuses activités de loisirs, se déroule sur une période d'environ un mois (de début juillet à début août).

La mise en œuvre de cette initiative coordonnée nécessite la création d'un groupement de commande pour la passation des marchés publics passés sur son fondement. Ses modalités de fonctionnement sont définies par une convention, en application de l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, entre la Ville de Bondy et la Ville de Noisy-le-Sec.

En application de la convention, un marché public à procédure adaptée sera lancé chaque année sur la période susmentionnée. Ce marché sera alloti, et comprendra à titre indicatif, les prestations suivantes :

- Aménagement d'un parc nautique urbain temporaire,
- Agent d'accueil et de médiation, agent de sécurité cynophile,
- Aménagement d'un réseau électrique provisoire,
- Personnel de sécurité terrestre,
- Personnel de sécurité nautique,
- Location de structures de jeux en plein air.

Cette liste n'est pas exhaustive et les prestations objet du marché peuvent varier d'une année à l'autre.

La convention sera donc une convention pluriannuelle courant de 2017 à 2020 qui prendra fin en même temps que le dernier marché passé en son application.

Il est demandé au Conseil Municipal de délibérer pour :

- Approuver les termes de la convention constitutive de groupement de commandes ;
- Approuver l'adhésion de la Commune à la convention constitutive de groupement de commandes ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122.22 et L. 2122.23,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et notamment son article 28 relatif au groupement de commandes,

Vu le projet de groupement de commandes entre la Commune et la Ville de Bondy pour l'organisation d'activités de loisirs tout public dans le cadre de l'initiative « l'Été du Canal »,

Considérant l'élaboration d'une convention constitutive entre les collectivités précitées, annexée à la présente délibération, devant permettre la constitution du groupement de commandes,

Considérant l'intérêt pour la Commune d'adhérer à cette convention constitutive de groupement de commandes,

Considérant l'intérêt que revêt la mise en œuvre d'une convention pluriannuelle, pour la passation du marché public à procédure adaptée lancée chaque année sur la période de 2017 à 2020, dans le cadre de cette opération,

Considérant l'intérêt que revêt la mise en place d'un coordonnateur désigné en la personne morale de la Ville de Bondy, pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics conclus sur le fondement de la convention;

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'adhésion de la Commune à la convention constitutive de groupement de commandes.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**



## **12 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **APPROBATION DE LA PROCÉDURE DE DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UN TERRAIN SIS RUE PIERRE SÉMARD À NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

Comme prévu dans son Plan Local d'Urbanisme et plus particulièrement dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la Ville de Noisy-le-Sec est porteuse d'opérations d'aménagement et d'urbanisme participant à l'effort de construction de logements neufs sur son territoire et emprunt d'ambition architecturale, urbaine et paysagère.

Dans le quartier Centre Ville Gare, l'opération du « Lotissement Sépard » participe à cette orientation forte. Ce lotissement, créé en avril 2005, a ensuite été modifié en avril 2010 pour permettre, notamment sur le Lot D, la création de nouvelles constructions incluant logements et commerces, puis en avril 2016 pour ajuster les périmètres opérationnels (les espaces concernés par la présente délibération ont été exclus du périmètre de lotissement), considérant la volonté de l'ANPE de céder les emprises autrefois occupées par l'agence noiséenne et l'opportunité de créer sur des emprises plus cohérentes un véritable front urbain.

Le 21 mai 2015, le Conseil Municipal, a validé la signature d'un protocole visant à la finalisation de cette opération, en tenant compte notamment de la mutation prochaine des terrains de l'ANPE. Il concerne la création d'une offre de logements neufs, à hauteur de 69 unités, en accession à la propriété, et d'une surface commerciale d'environ 210 m<sup>2</sup>, permettant de recomposer un front urbain bâti cohérent entre les rues Sépard, Clemenceau et Verdun.

Les différentes procédures administratives étant aujourd'hui arrivées à leur terme, il convient aujourd'hui de finaliser l'exécution de ce protocole par différents actes.

Le premier consiste à constater la désaffectation et à prononcer le déclassement de l'emprise de terrain concernée par le projet de construction. Dans cette perspective, les emprises concernées ont été désaffectées de leur usage de parking public et clôturées par les services de la Ville en date du 20 mars 2017.

Après cette première étape, le Conseil Municipal sera invité à réitérer la cession de l'emprise de terrain, identifié comme « Lot B » au plan de division joint à la présente délibération et issue de la parcelle cadastrée section X n° 177, pour une superficie d'environ 728 m<sup>2</sup>. Cette cession, dans la continuité de la délibération du 21 Mai 2015, sera effectuée au prix de 680 000 € HT, au profit des sociétés LINKCITY (venant au droit de la société SODEARIF) et VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL. Ce prix sera majoré du montant de la TVA selon le taux applicable au jour du paiement du prix et sera à l'entière charge de l'acquéreur (le taux actuel de la TVA applicable est de 20%).

Concrètement, en complément du prix de vente HT, les opérateurs acquéreurs du bien s'acquitteront d'un complément de prix correspondant à la TVA que la Ville doit théoriquement verser en tant que vendeur, soit 136 000 €, et prendront également à leur charge les coûts de dépollution du terrain représentant au total un coût de 137 500 € (soit environ 68 000 € sur les seules emprises appartenant à la Ville). La mobilisation financière relative à l'acquisition de ce terrain auprès de la Ville représentera donc un montant de 884 000 €.

Enfin, afin de finaliser cette opération, le protocole signé par Monsieur le Maire en application de la délibération du 21 mai 2015 sera prorogé jusqu'au 31 mai 2017.

Il est donc demandé au Conseil Municipal, par deux délibérations successives :

- de constater la désaffectation de l'emprise de 728 m<sup>2</sup>, à usage de parking public, à détacher de la parcelle cadastrée X 177,
- d'approuver son déclassement du domaine public communal afin de permettre son intégration dans le domaine privé communal,
- d'autoriser la cession de ladite emprise au profit des sociétés LINKCITY (venant au droit de la société SODEARIF) et VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL ou de toute autre société immobilière créée à l'initiative des deux opérateurs précédemment mentionnés, au prix de 680 000 Euros HT,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment tout avenant au protocole foncier nécessaire à sa prorogation et l'acte de vente de la présente opération.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2111-1, 2141-1 et 3211-14,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles 2121-29 et 2241-1,

Considérant le lotissement « Sémard Clemenceau », au sein duquel restait à préciser la programmation du lot D,

Considérant que la Ville est propriétaire d'une emprise de 728 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrée section X n° 177, identifiée « Lot B » au plan de division annexé à la présente délibération, située sur la rue Pierre Sémard, l'avenue de Verdun et la rue Georges Clemenceau,

Considérant le projet de construction élaboré par les sociétés VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL et LINKCITY (venant au droit de la société SODEARIF) en partenariat avec la Ville, prévoyant la réalisation d'environ 65 logements en accession libre, ainsi qu'une surface commerciale en rez-de-chaussée,

Considérant que la réalisation de ce projet permettra de « finaliser » urbainement le lotissement en créant un front urbain à l'angle de la rue Pierre Sémard et de l'avenue Clemenceau, et viendra conforter la programmation diversifiée de l'ensemble du lotissement,

Considérant que la Ville ainsi que les opérateurs partenaires ont mis en œuvre les dispositions du protocole foncier signé en application de la délibération du Conseil Municipal du 21 mai 2015, et qu'il convient en conséquence d'en assurer aujourd'hui la finalisation,

Considérant à ce titre la nécessité pour la Ville de mener une procédure de désaffectation et de déclassement préalablement à la cession de ladite emprise,

Considérant qu'une clôture de la parcelle est intervenue le 20 mars 2017 et qu'un constat d'huissier a été établi le 21 mars 2017,

Considérant que cette emprise n'est, dès lors, plus affectée à un usage public,

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Pour l'ensemble des articles de la présente délibération, est interprété comme « l'emprise à céder », le terrain identifié « Lot B » au plan de division annexé à la présente délibération, issu de la parcelle cadastrée section X n° 177, pour une superficie d'environ 728 m<sup>2</sup>, située sur la rue Pierre Sémard, l'avenue de Verdun et la rue Georges Clemenceau.

### Article 2 :

Le Conseil Municipal constate la désaffectation de l'emprise à céder.

### Article 3 :

Le Conseil Municipal prononce, en conséquence, le déclassement de l'emprise à céder du domaine public communal, qui intègre de ce fait le domaine privé de la Ville.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION :	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR:	32	MAJORITÉ MUNICIPALE,
CONTRE :	5	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)

La délibération est adoptée

### **13 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

#### **CESSION D'UN TERRAIN SIS RUE PIERRE SÉMARD À NOISY-LE-SEC, AU PROFIT DES SOCIÉTÉS VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL ET LINKCITY**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

Comme prévu dans son Plan Local d'Urbanisme et plus particulièrement dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la Ville de Noisy-le-Sec est porteuse d'opérations d'aménagement et d'urbanisme participant à l'effort de construction de logements neufs sur son territoire et emprunt d'ambition architecturale, urbaine et paysagère.

Dans le quartier Centre Ville Gare, l'opération du « Lotissement Sépard » participe à cette orientation forte. Ce lotissement, créé en avril 2005, a ensuite été modifié en avril 2010 pour permettre, notamment sur le Lot D, la création de nouvelles constructions incluant logements et commerces, puis en avril 2016 pour ajuster les périmètres opérationnels (les espaces concernés par la présente délibération ont été exclus du périmètre de lotissement), considérant la volonté de l'ANPE de céder les emprises autrefois occupées par l'agence noiséenne et l'opportunité de créer sur des emprises plus cohérentes un véritable front urbain.

Le 21 mai 2015, le Conseil Municipal, a validé la signature d'un protocole visant à la finalisation de cette opération, en tenant compte notamment de la mutation prochaine des terrains de l'ANPE. Il concerne la création d'une offre de logements neufs, à hauteur de 69 unités, en accession à la propriété, et d'une surface commerciale d'environ 210 m<sup>2</sup>, permettant de recomposer un front urbain bâti cohérent entre les rues Sépard, Clemenceau et Verdun.

Les différentes procédures administratives étant aujourd'hui arrivées à leur terme, il convient aujourd'hui de finaliser l'exécution de ce protocole par différents actes.

Le premier consiste à constater la désaffectation et à prononcer le déclassement de l'emprise de terrain concernée par le projet de construction. Dans cette perspective, les emprises concernées ont été désaffectées de leur usage de parking public et clôturées par les services de la Ville en date du 20 mars 2017.

Après cette première étape, le Conseil Municipal sera invité à réitérer la cession de l'emprise de terrain, identifié comme « Lot B » au plan de division joint à la présente délibération et issue de la parcelle cadastrée section X n° 177, pour une superficie d'environ 728 m<sup>2</sup>. Cette cession, dans la continuité de la délibération du 21 Mai 2015, sera effectuée au prix de 680 000 € HT, au profit des sociétés LINKCITY (venant au droit de la société SODEARIF) et VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL. Ce prix sera majoré du montant de la TVA selon le taux applicable au jour du paiement du prix et sera à l'entière charge de l'acquéreur (le taux actuel de la TVA applicable est de 20%).

Concrètement, en complément du prix de vente HT, les opérateurs acquéreurs du bien s'acquitteront d'un complément de prix correspondant à la TVA que la Ville doit théoriquement verser en tant que vendeur, soit 136 000 €, et prendront également à leur charge les coûts de dépollution du terrain représentant au total un coût de 137 500 € (soit environ 68 000 € sur les seules emprises appartenant à la Ville). La mobilisation financière relative à l'acquisition de ce terrain auprès de la Ville représentera donc un montant de 884 000 €.

Enfin, afin de finaliser cette opération, le protocole signé par Monsieur le Maire en application de la délibération du 21 mai 2015 sera prorogé jusqu'au 31 mai 2017.

Il est donc demandé au Conseil Municipal, par deux délibérations successives :

- de constater la désaffectation de l'emprise de 728 m<sup>2</sup>, à usage de parking public, à détacher de la parcelle cadastrée X 177,
- d'approuver son déclassement du domaine public communal afin de permettre son intégration dans le domaine privé communal,
- d'autoriser la cession de ladite emprise au profit des sociétés LINKCITY (venant au droit de la société SODEARIF) et VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL ou de toute autre société immobilière créée à l'initiative des deux opérateurs précédemment mentionnés, au prix de 680 000 Euros H.T.,

- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou acte nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment tout avenant au protocole foncier nécessaire à sa prorogation et l'acte de vente de la présente opération.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2111-1, 2141-1 et 3211-14,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2241-1,

Vu l'avis de l'agence France Domaines en date du 10 novembre 2016,

Vu la délibération du Conseil Municipal, n° 2017/03-12 en date du 23 mars 2017, approuvant le déclassement du domaine public de l'emprise d'une surface de 728 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrée section X n° 177, identifiée « Lot B » au plan de division annexé à la présente délibération, située sur la rue Pierre Sépard, l'avenue de Verdun et la rue Georges Clémenceau,

Considérant le lotissement « Sépard Clémenceau », au sein duquel restait à préciser la programmation du lot D,

Considérant le projet de construction élaboré par les sociétés VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL et LINKCITY (venant au droit de la société SODEARIF) en partenariat avec la Ville, prévoyant la réalisation d'environ 65 logements en accession libre, ainsi qu'une surface commerciale en rez-de-chaussée,

Considérant que la réalisation de ce projet permettra de « finaliser » urbainement le lotissement en créant un front urbain à l'angle de la rue Pierre Sépard et de l'avenue Clémenceau, et viendra conforter la programmation diversifiée de l'ensemble du lotissement,

Considérant que la Ville ainsi que les opérateurs partenaires ont mis en œuvre les dispositions du protocole foncier signé en application de la délibération du Conseil Municipal du 21 mai 2015, et qu'il convient en conséquence d'en assurer aujourd'hui la finalisation,

Considérant que la domanialité publique de cette emprise a nécessité la tenue d'une procédure spécifique de désaffectation et de déclassement, procédure approuvée par une délibération du Conseil Municipal en date du 23 mars 2017,

Considérant que cette emprise fait désormais partie du domaine privé de la Commune, il convient, dès lors, d'acter des modalités de sa cession,

Considérant la prise en charge des frais de dépollution du terrain par l'acquéreur ainsi que la majoration du prix de vente du montant de la TVA selon le taux applicable le jour du paiement du prix,

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Pour l'ensemble des articles de la présente délibération, est interprété comme « l'emprise à céder », le terrain identifié « Lot B » au plan de division annexé à la présente délibération, issu de la parcelle cadastrée section X n° 177, pour une superficie d'environ 728 m<sup>2</sup>, située sur la rue Pierre Sépard, l'avenue de Verdun et la rue Georges Clémenceau.

### Article 2 :

Autorise la cession de l'emprise à céder au profit des sociétés LINKCITY (venant au droit de la société SODEARIF) et VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL ou de toute autre société immobilière créée à l'initiative des deux opérateurs précédemment mentionnés.

### Article 3 :

Cette cession sera finalisée au prix de 680 000 Euros H.T., lequel prix sera majoré du montant de la TVA selon le taux applicable au jour du paiement du prix.

Article 4 :

Les frais d'acte seront à la charge de l'acquéreur.

Article 5 :

En vue de la finalisation de la présente opération de cession, le protocole foncier signé en application de la délibération du Conseil Municipal du 21 Mai 2015 sera prorogé jusqu'au 30 Juin 2017.

Article 6 :

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou acte nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment tout avenant au protocole foncier nécessaire à sa prorogation et l'acte de vente de la présente opération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

<b>POUR:</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>11</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>

**La délibération est adoptée**

## **14 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **MOBILISATION FONCIÈRE DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC EN VUE DE LA CONSTRUCTION DU 4ÈME COLLÈGE DE LA VILLE**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

Dans le cadre du Plan Local de l'Urbanisme adopté en novembre 2012, la Ville de Noisy-le-Sec a identifié le secteur dit « Plaine Ouest » dans ses orientations d'aménagement et de programmation. La Ville porte ainsi, sur ce secteur d'ambition métropolitaine, un véritable projet de requalification urbaine, intégrant la création de nouveaux logements, la consolidation de l'activité économique, le réaménagement des espaces publics et la création de nouveaux équipements publics.

Afin d'accompagner le développement de ce secteur en équipements, la Ville a sollicité dès 2012, le Président du Conseil Départemental à propos de la création d'un nouveau collège sur le territoire communal. Ce vœu a, par la suite, été approuvé par une délibération, lors de la séance du Conseil Municipal du 25 septembre 2014.

La Ville porte aujourd'hui, conjointement avec le Département, le projet de création d'un quatrième collège sur le territoire noiséen. Actée dans le plan « Ambition Collège » 2015 – 2020, la création de ce collège de 700 places, prévue pour la rentrée 2019, doit permettre de répondre aux évolutions démographiques de la commune, ce qui avait été souligné par Monsieur le Maire au Conseil départemental de Seine-Saint-denis dès 2011, à la saturation prochaine des collèges noiséens ainsi qu'à l'arrivée, en collège, de 250 à 400 élèves supplémentaires d'ici 2019.

Au sein du secteur de la Plaine Ouest, des emprises ont, ainsi, été identifiées par les services de la Ville afin de pouvoir accueillir ce nouvel équipement. Ces emprises sont constituées :

- des parcelles cadastrées section M n° 180, 182, 185, 187 et 189, situées 73 à 81 avenue de Bobigny, actuellement inutilisées et propriété du liquidateur judiciaire de l'entreprise TASSOS, totalisant environ 3 127 m<sup>2</sup>,
- des parcelles cadastrées section M n° 124, 85, 181 et 179 en totalité ainsi qu'une emprise de la parcelle M n° 188, situées 91 avenue de Bobigny, actuellement occupées par Enedis et dont l'actuel propriétaire est l'entreprise SOFILO, filiale foncière du groupe EDF, totalisant environ 4 025 m<sup>2</sup>.

Dans ce cadre, les services de la Ville ont échangé avec les propriétaires des emprises concernées. Un accord financier a ainsi pu aboutir pour l'acquisition des emprises appartenant à l'entreprise SOFILO, au prix de 1 610 000 euros H.T., soit 400 €/m<sup>2</sup> H.T.

Les négociations concernant les terrains appartenant au liquidateur judiciaire de l'entreprise TASSOS sont, pour le moment, toujours en cours et leur acquisition fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition des emprises susmentionnées appartenant à la société SOFILO, d'une superficie d'environ 4 025 m<sup>2</sup>, au prix de 1 610 000 euros H.T., et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.1111-1 et L.1111-4,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2241-1 et suivants,

Vu les échanges entre la société SOFILO et la Ville de Noisy-le-Sec, fixant le prix d'acquisition à 1 610 000 euros H.T.,

Vu l'estimation de l'agence France Domaines en date du 1<sup>er</sup> mars 2017,

Vu l'approbation du vœu pour la construction d'un quatrième collège à Noisy-le-Sec par le Conseil Municipal lors de la séance du 25 septembre 2014,

Vu le rapport du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis du 04 juin 2015 approuvant la réalisation d'un quatrième collège à Noisy-le-Sec

Considérant le souhait de la Municipalité, renouvelé dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme, de mettre en œuvre un projet mixte répondant aux besoins en termes de logements et d'équipements publics, notamment sur le secteur dit « Plaine Ouest »,

Considérant les différents échanges intervenus entre la Ville de Noisy-le-Sec et la société SOFILO,

**DELIBERE**

Article 1 :

Les parcelles cadastrées section M n° 124, 85, 181, 179 ainsi qu'une emprise de 1 705 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle M n° 188, situées 91 avenue de Bobigny à Noisy-le-Sec, totalisant une superficie de 4025 m<sup>2</sup> seront acquises par la Ville de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Cette acquisition sera finalisée au prix de 1 610 000 euros H.T.

Article 3 :

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget de la Commune.

Article 4 :

Les frais d'acte seront à la charge de la Ville, acquéreur du bien.

Article 5 :

Le Conseil Municipal autorise le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces et actes d'acquisition ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant en vue de l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**



## **15 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **CONFIRMATION DE L'ACTE D'ÉCHANGE CONCERNANT LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION AJ N° 232 ET SISE 44 BIS RUE DE MERLAN À NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

La Ville de Noisy-le-Sec a été sollicitée par SEQUANO Aménagement en vue de la régularisation d'un échange de terrains intervenu en 1996 dans le cadre de l'opération de l'îlot insalubre « Merlan ». La parcelle objet de la présente régularisation, cadastrée section AJ n° 232, est située 44 bis rue de Merlan et est aujourd'hui à usage d'espace public.

Pour rappel, dans le cadre de ladite opération, une ordonnance d'expropriation en date du 19 mai 1987 avait été prononcée au profit de la SODEDAT 93, concernant notamment la parcelle actuellement cadastrée section AJ n° 232. Cette dernière, ainsi que plusieurs terrains situés rue de Merlan et rue des Carrouges, avait été cédés à la Ville de Noisy-le-Sec, le 10 mai 1996, en échange de parcelles situées rue Estienne d'Orves et rue de Merlan.

Compte tenu de l'annulation de l'ordonnance d'expropriation le 25 mars 1997, les actes intervenus précédemment relatifs aux parcelles AJ 232 et 233 ont été remis en cause. Un nouvel arrêté déclarant l'utilité publique de l'acquisition de ces deux parcelles a alors été pris le 16 octobre 2000, ainsi qu'un nouvel arrêté prononçant la cessibilité desdites parcelles le 13 septembre 2001. Le 26 septembre 2001 une ordonnance d'expropriation a été prononcée au profit de SEQUANO AMENAGEMENT (suite à la fusion absorption de la SIDEC par la SODEDAT 93) pour cause d'utilité publique concernant l'acquisition de la parcelle cadastrée section AJ n° 232. Cette ordonnance n'est devenue définitive qu'en 2009, à l'expiration des différents recours.

Au terme de cette procédure, SEQUANO est bien devenue propriétaire de la parcelle cadastrée section AJ n° 232. Néanmoins, l'échange intervenu avec la Ville de Noisy-le-Sec n'a pas été repris au service de la publicité foncière. SEQUANO est donc toujours propriétaire d'espace public. Il est donc nécessaire aujourd'hui de régulariser cette situation, et de conforter l'acte d'échange intervenu en 1996.



Il est donc demandé au Conseil Municipal de confirmer les effets de l'acte d'échange intervenu le 10 mai 1996 entre la société SODEDAT 93, aux droits de laquelle est venue SEQUANO Aménagement, et la

Ville de Noisy-le-Sec, en ce qui concerne la parcelle cadastrée section AJ n° 232, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment l'article L.1111-4,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2241-1 et suivants,

Vu l'ordonnance d'expropriation rendue par le Tribunal de Grande Instance de Bobigny en date du 19 mai 1987,

Vu la régularisation de l'acte d'échange reçu par Maître DUBREUIL, Notaire à Noisy-le-Sec, le 10 mai 1996 au terme duquel a été cédée la parcelle cadastrée section AJ n° 232, d'une superficie d'environ 197 m<sup>2</sup> et sise 44 bis rue de Merlan à Noisy-le-Sec, à la Ville de Noisy-le-Sec,

Vu l'annulation de l'ordonnance d'expropriation rendue par le Tribunal de Grande Instance de Bobigny en date du 19 mai 1987, suivant arrêt de la Cour de Cassation en date du 25 mars 1997,

Vu l'ordonnance d'expropriation rendue par le Tribunal de Grande Instance de Bobigny en date du 26 septembre 2001,

Vu l'avis de France Domaine en date du 20 mai 2016,

Considérant que la parcelle cadastrée section AJ n° 232 a été acquise par voie d'expropriation, suivant ordonnance d'expropriation du 19 mai 1987, par la SODEDAT 93 aux droits de laquelle est venue SEQUANO Aménagement,

Considérant que par un acte d'échange en date du 10 mai 1996 la Ville de Noisy-le-Sec est devenue propriétaire de la parcelle cadastrée actuellement AJ n° 232,

Considérant que par suite de l'annulation de l'ordonnance d'expropriation par la Cour de Cassation dans son arrêt du 25 mars 1997, une nouvelle ordonnance est intervenue sur cette parcelle le 26 septembre 2001,

Considérant que SEQUANO Aménagement est aujourd'hui toujours propriétaire de cette parcelle à usage d'espace public,

Considérant qu'il convient en conséquence de régulariser cette situation et de confirmer l'acte d'échange du 10 mai 1996,

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Décide de confirmer les effets de l'acte d'échange régularisé entre la société SODEDAT 93, aux droits de laquelle est venue SEQUANO Aménagement, et la Ville de Noisy-le-Sec, reçu par Maître DUBREUIL, Notaire à Noisy-le-Sec, le 10 mai 1996, et notamment en ce qui concerne la parcelle cadastrée section AJ n° 232 d'une superficie d'environ 197 m<sup>2</sup> et sise 44 bis rue de Merlan à Noisy-le-Sec.

### Article 2 :

Les frais seront supportés par SEQUANO Aménagement.

### Article 3 :

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **16 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **APPROBATION DE LA PROCÉDURE DE DÉSAFFECTATION DE L'USAGE PUBLIC DU LOT B ISSU DE LA DIVISION D'UN TERRAIN DE LA SOCIÉTÉ SNCF MOBILITÉS SUR LES PARCELLES CADASTRÉES SECTION J N°13, J N°20 ET J N°26 D'UNE SUPERFICIE DE 3388 M²**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

La ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq est entrée dans sa phase opérationnelle. Sur le secteur Engelhard, les permis de construire ont été délivrés et les premiers travaux de préparation des terrains débiteront au 1<sup>er</sup> trimestre de cette année. Sur le secteur de la Sablière (cité des cinéastes), l'aménageur a débuté ses premiers travaux notamment sur les VRD. Ce dernier est également en train de finaliser les négociations foncières avec le bailleur ICF la Sablière ainsi que SNCF mobilités et SNCF réseaux. Du côté de la ville, la réalisation du groupe scolaire Renoir a débuté. Les structures modulaires ont été installées et la démolition d'une partie de l'école est prévue en fin de 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Sur le quartier de la Sablière, Sequano Aménagement a pu débuter les travaux d'espaces publics en accord avec les différents propriétaires par le biais de la signature d'une convention d'occupation. Ainsi, deux nouvelles aires de stationnement ont été créées sur les secteurs d'ICF la Sablière en prévision des interventions sur les réseaux impactant le stationnement du quartier. En fonction du phasage des travaux sur le quartier, de nouveaux cheminements piétons seront mis en place.

Le secteur au cœur du quartier, accueillant les terrains de proximité, a été mobilisé pour accueillir la base du chantier de l'opération. Le secteur est donc clôturé et interdit au public. Les équipements sportifs ont été retirés et Sequano Aménagement, à la demande de la ville, a réalisé un nouvel équipement de proximité sur les terrains d'ICF à l'ouest du quartier. Cet équipement a été mis en service au mois de décembre 2016. La deuxième phase d'installation (installation de musculation) doit être livrée au mois de mars.

Suite aux échanges relatifs à la vente de leurs terrains à Sequano Aménagement, la SNCF a déposé une déclaration préalable pour la division de leur terrain en deux lots dénommés lot A (380m²) et lot B (3 388 m²) sur les parcelles J13, J20 et J26. La Ville a donné un avis favorable le 26 août 2016 ainsi que la Préfecture le 8 septembre 2016.

Ce terrain est destiné à trois usages futurs :

- nouvelle emprise de l'extension de l'école,
- nouveaux espaces publics inscrits au programme des équipements publics de la ZAC,
- nouveaux terrains à bâtir (îlots S3, S4, S6)

Le lot B constitue, comme précisé ci-dessus, le terrain accueillant auparavant les deux terrains de proximité. Ce lot se prolonge, au sud, jusqu'à l'allée piétonne existante reliant le foyer Parme à l'allée de la Sablière. Aujourd'hui ce lot est déjà occupé par la base chantier et est clôturé en partie par des barrières de chantier.

En guise de dernière étape et avant la cession effective, la Ville doit acter que ce terrain n'est plus affecté à un usage public. Dans cette perspective, les emprises concernées ont été désaffectées de leur usage d'espace public sportif et clôturées par Sequano Aménagement en date du 20 mars 2017.



Il est donc demandé au Conseil Municipal de constater la désaffectation de l'emprise de 3 388 m², à usage d'espace public, à détacher des parcelles cadastrées J 13, 20 et 26.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L. 2111-1, L. 2141-1 et L. 3211-14,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2241-1,

Considérant le projet d'aménagement élaboré par l'aménageur Sequano Aménagement en partenariat avec la Ville et Est Ensemble prévoyant la réalisation d'espaces publics qualitatifs et d'opération de construction de logement,

Considérant que la réalisation de ce projet permettra de créer un nouveau quartier à l'échelle de la ville comprenant de nouveaux espaces publics, une école et de nouveaux logements et commerces,

Considérant à ce titre la nécessité pour la ville de mener une procédure de désaffectation préalablement à la cession de ladite emprise au profit de Sequano Aménagement,

Considérant qu'une clôture de la parcelle est intervenue le 20 mars 2017,

Considérant que cette emprise n'est, dès lors, plus affectée à un usage public,

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Le Conseil Municipal constate la désaffectation du lot dénommé « B », tel que défini au plan de division annexé à la présente délibération et issu des parcelles section J n°13, J n°20 et J n°26, pour une superficie de 3 388 m², en vue de la cession du terrain propriété de la SNCF à l'aménageur Sequano Aménagement.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **17 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE (FIPD) 2017 POUR L'EXTENSION DU SYSTÈME DE VIDÉO-PROTECTION**

**Rapporteur :** Monsieur Saïd YAHIA-CHERIF

La Ville de Noisy-le-Sec est dotée d'un système de vidéo-protection relié au Centre de Supervision Urbaine (CSU) installé dans les locaux de la Police municipale. Les images sont également redirigées vers le commissariat de Police nationale local.

La première phase d'implantation des caméras concernait essentiellement les zones particulièrement touchées par des faits de délinquance générale et de proximité faisant l'objet de nombreuses interventions de la police municipale et nationale, et d'un fort sentiment d'insécurité. Ce déploiement a également permis de sécuriser certains bâtiments communaux et leurs abords.

Au regard des besoins en termes de sécurisation de l'espace public, un projet d'extension du dispositif est prévu, en installant des caméras supplémentaires sur des secteurs stratégiques.

La réflexion sur les emplacements retenus sera menée en fonction des besoins opérationnels identifiés, des constats des bailleurs et des remontées des usagers.

L'État, à travers les crédits du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), accompagne le développement de la vidéo-protection afin de contribuer à l'amélioration de la tranquillité publique.

La commune peut prétendre à une aide attribuée sous forme de subvention au titre du FIPD pour l'extension de son système de vidéo-protection. Le taux maximal de subventionnement étant de 50% du coût total HT de l'opération.

Une enveloppe budgétaire de 80 000 euros a été inscrite au BP 2017 pour permettre l'entretien et l'extension du dispositif de vidéo-protection. Sur cette enveloppe, il est proposé de consacrer 63 996 euros à l'installation de 4 nouvelles caméras.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le maire à solliciter et à percevoir une subvention de 31 998 euros, soit 50 % du coût de l'investissement, au titre du FIPD 2017 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

### **DELIBERATION**

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 5 de la loi du 5 mars 2007 relative à la Prévention de la Délinquance créant un Fonds Spécifique (FIPD) destiné à favoriser le développement des politiques locales de prévention de la délinquance,

Vu la circulaire du 12 février 2017 du Préfet de la Seine-Saint-Denis appelant à projets pour solliciter une subvention au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) de 2017 pour le financement de projets de vidéo-protection urbaine,

Vu le budget de la Ville de Noisy-le-Sec,

Considérant le souhait de la ville de Noisy-le-Sec de poursuivre l'extension du système de vidéo-protection urbaine de la commune dans le cadre de sa politique de tranquillité publique,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, une subvention pour l'extension du système de vidéo-protection déjà existant,

**DELIBERE**

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à déposer, au titre de l'appel à projets du FIPD 2017, une demande de subvention de 31 998 euros auprès de la Préfecture de Seine-Saint-Denis pour réaliser une extension du système de vidéo-protection.

Article 2 :

Autorise le Maire à signer tout document nécessaire à la demande de subvention et à son versement, ainsi que tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>5</b>	<b>GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>
<b>POUR:</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>

**La délibération est adoptée**



## **18 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION ET D'EMPLOI DES IMAGES ISSUES DES CAMÉRAS DE VIDÉO-PROTECTION DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC AU PROFIT DES SERVICES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE.**

**Rapporteur :** Monsieur Saïd YAHIA-CHERIF

La ville de Noisy-le-Sec a décidé de procéder à l'interconnexion de son système de vidéo-protection urbaine au Plan de vidéo-protection pour Paris (PVPP) par la mise en place d'une liaison vers la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité de Seine-Saint-Denis (DTSP 93).

Ce déport des images permettra à la Préfecture de police d'avoir une vision d'ensemble de la délinquance communale et départementale, de visionner et de prendre le contrôle sur les caméras en cas d'événement majeur (ex. acte terroriste, échauffourées lors des festivités du 14 juillet, 31 décembre, etc.) et d'augmenter l'efficacité et la réactivité des effectifs de police sur le terrain. Ce déport d'images vient en complément d'autres déports sur le département de la Seine-Saint-Denis et s'appuie sur le réseau fédérateur vidéo de la Préfecture de Police.

Cette installation permettra également le report des images de toutes nouvelles caméras qui seront installées sur la commune et transitant par le Centre de Supervision Urbaine de la Ville.

Les travaux de raccordement de la Ville de Noisy-le-Sec au PVPP ont débuté en 2014 et seront achevés fin mars 2017.

Pour rappel, la ville a perçu pour la réalisation de ce projet une subvention du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) au titre de 2014 à hauteur de 128 620 € HT, soit 100 % du budget prévisionnel.

Par délibération en date du 26 juin 2015, la Ville a adopté une convention de mise à disposition et d'emploi des images issues des caméras du système de vidéo-protection de la Commune au profit des services de la Préfecture de police.

Dans la convention initiale, il était prévu de réaliser une interconnexion faible qui permettait aux services de la Préfecture de police uniquement de voir en direct les images de vidéo-protection. Depuis, des évolutions technologiques permettent de réaliser des interconnexions fortes qui permettent l'accès aux images et le pilotage 24H/24 des caméras. Aussi, la Préfecture de police a demandé un changement technique en cours de projet (passage en interconnexion forte) afin d'améliorer le dispositif.

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Maire à signer une nouvelle convention intégrant les nouvelles modalités de transmission et conditions d'exploitation des images par les services de la Préfecture de police. La convention est conclue pour une durée de 10 ans renouvelable.

### **DELIBERATION**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Sécurité intérieure,

Vu la convention d'attribution de subvention pour le « projet vidéo-protection » du 5 décembre 2014,

Vu la convention de mise à disposition des images issues des caméras du système de vidéo-protection de la commune de Noisy-le-Sec au profit des services de la Préfecture de police, adoptée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2015,

Vu le projet de convention modifié et annexé à la présente délibération,

Considérant l'intérêt manifeste que présente le raccordement du système de vidéo-protection de la ville de Noisy-le-Sec au Plan de vidéo-protection pour Paris (PVPP) pour la tranquillité publique des administrés,

Considérant la nécessité d'établir une nouvelle convention remplaçant toute version antérieure, précisant les nouvelles modalités de transmission et de conditions d'exploitation des images issues des caméras du système de vidéo-protection de la Ville de Noisy-le-Sec au profit des services de la Préfecture de police,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention de mise à disposition et d'emploi des images issues des caméras du système de vidéo-protection de la commune de Noisy-le-Sec au profit des services de la Préfecture de police.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR:</b>	<b>37</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »</b>

**La délibération est adoptée**

## **19 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **SIGNATURE DU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE 2016-2019**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

La Ville est signataire d'un Contrat Enfance et Jeunesse (CEJ) avec la CAF de Seine-Saint-Denis depuis 2008. Le CEJ est un contrat d'objectifs et de co-financement, signé pour 4 ans, qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus. Son objectif est de favoriser le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil dans le domaine de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse, par un soutien financier de la CAF, le versement de la Prestation de service enfance jeunesse (PSEJ).

La CAF propose à la commune de Noisy-le-Sec, de renouveler le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) pour la période 2016-2019 prenant en compte le développement de l'offre d'accueil. La convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la PSEJ.

Les actions dites « antérieures » sont celles financées par un Contrat enfance ou un Contrat temps libres et reprises dans le CEJ signé en 2008, les autres actions sont dites « nouvelles » même si elles étaient inscrites dans le précédent CEJ. Seule l'ouverture et l'animation des 4 antennes jeunesse, espaces de loisirs éducatifs et de rencontre, n'étaient pas encore considérées dans la dernière convention. Ces actions de développement peuvent aujourd'hui bénéficier d'une enveloppe financière supplémentaire de la CAF et peuvent donc être intégrées au nouveau contrat.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à le signer et à demander le versement de la prestation qui y est liée.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant que la Ville de Noisy-le-Sec est signataire d'un Contrat Enfance avec la CAF de Seine-Saint-Denis,

Considérant que le Contrat Enfance Jeunesse a pour objectif premier de poursuivre et d'optimiser la politique de développement en matière d'accueil des moins de 17 ans,

Considérant tout l'intérêt de soutenir et développer l'offre éducative en faveur des 0-17ans,

Considérant que la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) propose à la commune de Noisy-le-Sec de signer un renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) pour la période 2016-2019 prenant en compte un développement de l'offre d'accueil,

Vu le budget 2017 de la Ville de Noisy-le-Sec,

**DELIBERE**

#### **Article 1 :**

Le Conseil Municipal approuve le Contrat Enfance Jeunesse ci-joint.

#### **Article 2 :**

Autorise Monsieur le Maire à signer, avec la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis, le Contrat Enfance Jeunesse annexé à la délibération et à demander le versement de la prestation qui y est liée.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **20 - DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE LA CIRCULATION**

### **TARIF DROIT DE VOIRIE ET DE TERRASSE**

**Rapporteur :** Monsieur Karim HAMRANI

#### La permission de voirie :

Elle concerne les objets ou ouvrages qui ont une emprise sur le domaine public. Elle implique des travaux qui modifient l'assiette du domaine occupé. Elle concerne par exemple les kiosques à journaux, les canalisations, les palissades de chantier enfoncées et scellées dans le sol de la voie publique, l'installation de mobilier urbain (bornes, panneaux...) la création d'un branchement particulier à l'assainissement communal ou départemental, la création d'un bateau d'accès à une propriété privée, etc...

Les permissions de voirie relèvent de la compétence de l'autorité propriétaire du domaine : la Commune pour le domaine public communal, l'État ou le Département pour le domaine public national ou départemental. Ces deux dernières permissions s'obtiennent après avis de la Commune.

Elle est nécessaire pour une occupation avec emprise sur le sol et pour des travaux qui modifient le domaine public :

- création sur un trottoir d'un bateau (ou entrée charretière) d'accès à une propriété privée ou un garage,
- installation d'un arrêt de bus, d'un kiosque à journaux ou de mobilier urbain (borne, enseigne commerciale, panneau, etc.),
- installation de clôtures ou de palissades de chantier scellées dans le sol.

#### Le permis de stationnement :

Il correspond à une occupation superficielle du domaine public, sans emprise en sous-sol, sans incorporation au sol, qui ne modifie pas l'assiette du domaine public. Il concerne, par exemple, les terrasses de cafés, les emplacements de camelots, la pose de bennes, la pose de barrières sans scellement au sol, la pose d'échafaudages, l'installation de jardinières ou d'étals, le stationnement provisoire de véhicules ou d'engins (déménagements, travaux, etc...).

Les permis de stationnement relèvent de la compétence de la Commune pour les emprises sur trottoirs et voiries communales et de l'autorité administrative chargée de la police de la circulation pour les emprises sur les voiries départementales.

Elle autorise l'occupation sans emprise au sol pour :

- installation d'échafaudage ou de palissade (ravalement de façade, etc.)
- pose de benne à gravats ou d'échafaudage sur le trottoir,
- dépôt de matériaux nécessaires à un chantier (tas de sable...),
- stationnement provisoire d'engin (grue...) ou de baraque de chantier, d'un bureau de vente, sanitaire de chantier d'une camionnette, d'un camion de déménagement ou d'un monte-meubles...

Ces autorisations données à titre précaire et révocable s'accompagnent d'une redevance appelée droit de voirie, dont le Conseil Municipal fixe les tarifs annuellement :

Cependant, le prix correspondant à l'occupation au m<sup>2</sup> pour les emprises de chantiers ayant considérablement augmenté entre 2015 et 2016, compte tenu de la suppression de la dégressivité des prix pour inciter les intervenants à limiter leur temps d'intervention et la surface occupée, il est décidé de réduire ce prix sans rétablir cette dégressivité pour 2017, de manière à ne pas pénaliser les opérations à financements publics, sans pour autant inciter les promoteurs à occuper trop longtemps le domaine public du fait d'un tarif dégressif.

DESIGNATION	UNITE	TAXE FIXE	TAXE ANNUELLE
-------------	-------	-----------	---------------

		2016	2017	2016	2017
Forfait d'instruction des dossiers		21,30 €	21,30 €		
Construction d'un bateau	L'unité (conforme aux prescriptions techniques)	35,00 €	35,00 €		
Occupation du sol, clos ou non clos de la voie publique <ul style="list-style-type: none"> <li>• Emprise chantier</li> <li>• Dépôt de matériel, matériaux, gravats ou ordures</li> <li>• Bungalow, bureau de vente</li> </ul>	Le m <sup>2</sup> / jour	4,30 €	4,30 €		
Occupation du sol, clos ou non clos de la voie publique liée à une opération d'intérêt général	Le m <sup>2</sup> / jour		2,00 €		
Palissade de chantier sur domaine public en limite immédiate du domaine privé	Le ml / jour	1,02 €	1,02 €		
Échafaudage fixe ou volant	Le m <sup>2</sup> / jour	1,53 €	1,53 €		
Benne sur voie publique	Unité Par jour	10,20 €	10,20 €		
Container de transport < 20 pd	Unité Par jour	10,20 €	10,20 €		
Container de transport > 20 pd	Unité Par jour	20,00 €	20,00 €		
Terrasse ouverte Étalage ponctuel	Le m <sup>2</sup> / jour	1,07 €	1,07 €		
Terrasse ouverte et étalage	Le m <sup>2</sup>			42,50 €	42,50 €
Terrasse fermée	Le m <sup>2</sup>			87,50 €	87,50 €
Mise à disposition autre domaine public bâti pour activité commerciale	Le m <sup>2</sup>				42,50 €
Commerces ambulants Véhicules aménagés	Par mois	183,00 €	183,00 €		
Vente de fleurs Fête de la Toussaint	5 ml / jour	76,00 €	76,00 €		

## DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2213-6,

Vu l'article L. 113-2 du code de la voirie routière,

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les redevances liées aux permissions de voirie et de stationnement,

DELIBERE

Article 1 :

Décide la modification de la grille des tarifs et leur révision pour l'année 2017 comme suit :

DESIGNATION	UNITE	TAXE FIXE		TAXE ANNUELLE	
		2016	2017	2016	2017
Forfait d'instruction des dossiers		21,30 €	21,30 €		
Construction d'un bateau	L'unité (conforme aux prescriptions techniques)	35,00 €	35,00 €		
Occupation du sol, clos ou non clos de la voie publique <ul style="list-style-type: none"><li>• Emprise chantier</li><li>• Dépôt de matériel, matériaux, gravats ou ordures</li><li>• Bungalow, bureau de vente</li></ul>	Le m² / jour	4,30 €	4,30 €		
Occupation du sol, clos ou non clos de la voie publique liée à une opération d'intérêt général	Le m² / jour		2,00 €		
Palissade de chantier sur domaine public en limite immédiate du domaine privé	Le ml / jour	1,02 €	1,02 €		
Échafaudage fixe ou volant	Le m² / jour	1,53 €	1,53 €		
Benne sur voie publique	Unité Par jour	10,20 €	10,20 €		
Container de transport < 20 pd	Unité Par jour	10,20 €	10,20 €		
Container de transport > 20 pd	Unité Par jour	20,00 €	20,00 €		
Terrasse ouverte Étalage ponctuel	Le m² / jour	1,07 €	1,07 €		
Terrasse ouverte et étalage	Le m²			42,50 €	42,50 €

Terrasse fermée	Le m²			87,50 €	87,50 €
Mise à disposition autre domaine public bâti pour activité commerciale	Le m²				42,50 €
Commerces ambulants Véhicules aménagés	Par mois	183,00 €	183,00 €		
Vente de fleurs Fête de la Toussaint	5 ml / jour	75,00 €	76,00 €		

Article 2 :

Dit que les recettes correspondantes seront inscrites sur le budget 2017 de la ville, section de fonctionnement.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**POUR:                    38   MAJORITÉ MUNICIPALE, « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »**

**CONTRE :                5   GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)GROUPE**

**La délibération est adoptée**



## **21 - DIRECTION DES BÂTIMENTS**

### **EXTENSION DU GYMNASÉ VISINONI**

**Rapporteur :** Monsieur Karim HAMRANI

Le gymnase VISINONI, faisant partie intégrante de l'école élémentaire Quatremaire, se situe dans le quartier « Petit Noisy » de la ville de Noisy-le-Sec, zone spécifique aux quartiers pavillonnaires, à dominante résidentielle.

Le Gymnase est implanté en retrait d'alignement à la rue Baudin, délimitée à l'est par des immeubles à usage d'habitat individuel et à l'ouest par le passage desservant l'école, le logement du gardien et l'accès au réfectoire aménagé à l'étage au-dessus du gymnase.

Au sud, le bâtiment abritant le gymnase, est délimité par les cours de l'école et le bâtiment modulaire comprenant les salles de classe.

L'accès au gymnase s'effectue par la façade ouest depuis le passage perpendiculaire à la rue Baudin et par la façade sud depuis les cours intérieures de l'école.

Dans le prolongement de l'ensemble de ses réalisations et la mise en place d'une politique ambitieuse d'aide à la pratique sportive au profit des jeunes, la ville entend développer des actions nécessaires à l'accueil des activités sportives et améliorer sensiblement les conditions d'exploitation de son patrimoine bâti.

Le projet d'extension du gymnase VISINONI s'inscrit dans cette démarche de valorisation et conformément au programme de l'opération, il a été convenu d'étudier l'annexion de la bande de retrait, du côté de la rue Baudin, qui se développe le long du bâtiment sur une largeur de 3m74, pour l'intégrer dans l'emprise du projet.

Cette réflexion permettra d'élaborer la première ébauche répondant à un programme défini par les utilisateurs afin de pallier, notamment, au déficit de l'établissement en termes d'espace d'accueil au public.

Il est donc prévu dans le cadre du présent projet les aménagements suivants :

- Aménagement d'une entrée principale du gymnase donnant directement sur la rue Baudin, cet accès permettra l'utilisation des locaux en dehors des heures d'ouverture de l'école.
- Aménagement d'une loge de gardien permettant d'avoir une vision globale sur l'accès et le déroulement des événements à l'intérieur de l'établissement. Ce local sera équipé d'une banque d'accueil donnant directement sur le hall d'entrée et accessible aux personnes en situation du handicap.
- Aménagement d'une buvette entre le hall d'entrée et l'espace dédié aux tribunes permettant de prendre un rafraîchissement et avoir une sensation de confort et de bien être.
- Installation des tribunes intérieures accessible aux personnes à mobilité réduite et permettant l'accueil des visiteurs dans les meilleures conditions.
- Des sanitaires dont un WC accessible aux personnes à mobilité réduite seront également aménagés permettant d'allier hygiène et confort à l'intérieur de l'établissement.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment son article R 421-1,

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 novembre 2012,

Vu l'avis de la commission concernée,

Considérant les travaux d'extension envisagés

Considérant que ces travaux entrent dans le champ d'application du permis de construire,

Considérant que la Ville de Noisy-le-Sec souhaite procéder à l'extension de son gymnase VISINONI,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise le Maire, ou son représentant, à signer pour le compte de la commune un dossier de permis de construire pour l'extension du gymnase VISINONI.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **22 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **SUPPRESSION DE LA PRIME SPECIALE D'INSTALLATION**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Le décret n° 90-938 du 17 octobre 1990 ouvrait la possibilité de verser une prime spéciale d'installation, aux agents de la fonction publique territoriale qui, à l'occasion de leur accès à un premier emploi dans une collectivité locale, étaient recrutés sur un poste de fonctionnaire dans les communes liées à une affectation géographique (région Île-de-France ou agglomération de Lille). Elle avait ainsi vocation à compenser un défaut d'attractivité en raison des coûts de l'immobilier, des temps de transport domicile-travail et du coût de la vie pour les agents qui pourraient venir de province.

L'objectif initial de la création de la prime n'a donc plus de réalité aujourd'hui : les candidats recrutés sont issus en grande majorité de notre bassin d'emploi, les nominations, notamment suite à concours ou intégration (CDI par exemple), interviennent en outre bien après l'arrivée en poste, et les personnels passent pour la plupart les concours dans notre région.

Il convient de souligner que les fonctionnaires recrutés par voie de mutation, qui n'ont pas perçu cette prime à l'occasion de l'accès à leur premier emploi, étaient en outre fondés à en demander le versement lors de leur recrutement dans notre collectivité.

Cette prime, qui n'est donc pas obligatoire, a un impact financier significatif, qui restreint les perspectives de stagiarisation et titularisation. Dans un contexte de budget contraint, il est proposé d'arrêter le versement de la prime spéciale d'installation.

Cette proposition a fait l'objet d'une consultation du Comité technique 28 février 2017 et du 9 mars 2017,

### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 89-259 du 24 avril 1989 modifié relatif à la prime d'installation attribuée à certains personnels débutants,

Vu le décret n° 90-938 du 17 octobre 1990 relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité technique en date du 28 février 2017 et du 9 mars 2017,

Considérant que l'objectif initial de la création de la prime n'a plus d'intérêt aujourd'hui et compte tenu du fait que les candidats recrutés sont issus en grande majorité de notre bassin d'emploi,

**DELIBERE**

#### **Article 1 :**

Décide la suppression du versement de la prime spéciale d'installation à compter du 1er janvier 2018 au sein de la collectivité.

Précise que cette suppression concernera tous les agents ayant vocation à être titularisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### **Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

<b>POUR:</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>11</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>

**La délibération est adoptée**

## **23 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des intégrations directes, des évolutions de carrière des agents. Ainsi, suite notamment, à des vacances de postes, des réussites à concours, sont proposées les créations et évolutions d'emplois suivantes.

Les postes à créer au tableau des emplois suite à la réussite de concours et des évolutions d'emplois et de carrières :

#### Direction des affaires culturelles :

- 1 assistant de conservation à temps complet suite à la réussite au concours, pour exercer les fonctions d'agent de la médiathèque, au sein de la direction des affaires culturelles,

#### Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet suite à la réussite au concours, pour exercer les fonctions d'animateur CLSH, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance
- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet suite à un avancement de grade, pour exercer les fonctions de gardien d'école, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance,
- 2 adjoints d'animation principaux de 2ème classe à temps complet suite à un avancement de grade, pour exercer les fonctions d'animateur CLSH, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance,

#### Direction des sports et de la jeunesse :

- 1 éducateur principal de 2ème classe à temps complet suite à la réussite au concours, pour exercer les fonctions d'éducateur jeunesse, au sein de la direction des sports et de la jeunesse,
- 1 agent de maîtrise à temps complet suite à la promotion interne, pour exercer les fonctions d'encadrant de proximité, au sein de la direction des sports et de la jeunesse.

#### Direction de la police municipale :

- 1 gardien à temps complet suite à une mutation de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions de gardien de la police municipale, au sein de la direction de la police municipale.

### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la délibération n°2016/12-12 du 1<sup>er</sup> décembre 2016 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents. Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des intégrations directes, des réussites à concours, des évolutions de carrière, notamment au regard des avancements de grade et des promotions internes.

DELIBERE

#### Article 1 :

Approuve les créations d'emplois suivantes liées à la réussite de concours et des évolutions d'emplois et de carrières:

##### *Direction des affaires culturelles :*

- 1 assistant de conservation à temps complet suite à la réussite au concours, pour exercer les fonctions d'agent de la médiathèque, au sein de la direction des affaires culturelles,

##### *Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :*

- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet suite à la réussite au concours, pour exercer les fonctions d'animateur CLSH, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance
- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet suite à un avancement de grade, pour exercer les fonctions de gardien d'école, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance,
- 2 adjoints d'animation principaux de 2ème classe à temps complet suite à un avancement de grade, pour exercer les fonctions d'animateur CLSH, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance,

##### *Direction des sports et de la jeunesse :*

- 1 éducateur principal de 2ème classe à temps complet suite à la réussite au concours, pour exercer les fonctions d'éducateur jeunesse, au sein de la direction des sports et de la jeunesse,
- 1 agent de maîtrise à temps complet suite à la promotion interne, pour exercer les fonctions d'encadrant de proximité, au sein de la direction des sports et de la jeunesse,

##### *Direction de la police municipale :*

- 1 gardien à temps complet suite à une mutation de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions de gardien de la police municipale, au sein de la direction de la police municipale,

#### Article 2 :

Rappelle qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

#### Article 3 :

Précise que le tableau des effectifs à la date du 23 mars 2017 est annexé à la présente délibération.

#### Article 4 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR :</b>	<b>37</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>

**La délibération est adoptée**

## **24 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION À LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE, SERVICE MUSIQUE & DANSE, POUR UNE RÉSIDENCE, 20.000 EUROS**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, à destination d'un artiste vivant en France, d'un artiste étranger et d'un auteur. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :  
d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de 20.000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île de France, service Musique & Danse, pour La Galerie dans le cadre de son soutien à une résidence chorégraphique pour l'année 2017.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France,

DELIBERE

#### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de 20 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France, service Musique & Danse, pour La Galerie dans le cadre de son soutien à une résidence chorégraphique de Myriam Lefkowitz pour l'année 2017.

#### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

#### Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite au budget de la ville.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **25 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION À LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE DE 85.000 EUROS**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, à destination d'un artiste vivant en France, d'un artiste étranger et d'un auteur. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :  
d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 85.000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île de France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux centres d'art conventionnés pour l'année 2017.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France,

DELIBERE

#### **Article 1 :**

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 85 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France pour la programmation artistique et culturelle de La Galerie, dans le cadre de son soutien aux centres d'art conventionnés, pour l'année 2017.

#### **Article 2 :**

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante sera inscrite au budget de la ville.

#### **Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**



## **26 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS POUR LA RÉSIDENCE D'ARTISTE, 15.000 EUROS**

**Rapporteur** : Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième, nouvellement mise en place, à destination d'un artiste dont la pratique principale est l'écriture. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 15.000 € auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis pour La Galerie, en soutien à la résidence d'artiste pour l'année 2017.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que dans le cadre de sa mission d'aide à la création, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec accueille en résidence un artiste plasticien dans le cadre d'une thématique spécifique et visant à accompagner la production d'un projet ou d'œuvres qui seront intégrées dans la programmation annuelle de La Galerie,

Considérant que le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie,

#### **DELIBERE**

##### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention complémentaire de 15 000 € auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la résidence d'artiste à La Galerie de Noisy-le-Sec pour l'année 2017.

##### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

##### Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite au budget de la ville .

##### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **27 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017 AU DÉPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS POUR 50.000 EUROS**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième, nouvellement mise en place, à destination d'un artiste dont la pratique principale est l'écriture. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :  
d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 50.000 € auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis pour La Galerie, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel pour l'année 2017.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention annuelle 2017,

DELIBERE

#### **Article 1 :**

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de fonctionnement de 50.000 € auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie pour l'année 2017.

#### **Article 2 :**

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante sera inscrite au budget de la ville.

#### **Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **28 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **TARIFICATION DU CERCLE À MUSIQUE**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Direction des affaires culturelles organise tous les ans " Le Cercle à Musique – Saison musicale Jeunes talents" de janvier à juin.

Le Cercle à Musique a été lancé en novembre 2006 et son objectif est d'offrir une programmation professionnelle en musique classique de très grande qualité en se concentrant particulièrement sur la promotion de jeunes artistes. Ce projet est porté par la Direction des Affaires Culturelles de la ville de Noisy-le-Sec, en collaboration avec le Conservatoire Municipal agréé de Musique et de Danse.

La programmation du festival, assurée par la Direction des Affaires culturelles de la ville, se décline en 3 axes :

- une saison de concerts de janvier à juin programmant des formations professionnelles de jeunes artistes (récital piano, récital voix, trio, quatuor et orchestre), notamment, en partenariat avec le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (CNSMD) dans la salle des mariages ou le Théâtre des Bergeries dans le cadre d'une mise à disposition,
- deux plateaux « Une heure avec ... » dans l'auditorium de la médiathèque Roger Gouhier avec des professeurs de conservatoire ou de jeunes médaillés,
- deux spectacles en direction des publics scolaires en collaboration avec les JMF (Jeunesse Musicale de France) en salle des mariages.

Par une politique tarifaire très basse (8.5 € la place tarif plein, 5 € la place en tarif réduit, gratuité pour les élèves du conservatoire et des écoles pour les séances scolaires) ; par l'organisation d'actions de médiation spécifiques ; l'objectif est de toucher à la fois des publics acquis à la musique classique et des publics peu ou pas sensibilisés à cette esthétique.

Les tarifs des concerts sont fixés comme suit :

- Concert à la salle des mariages et au Théâtre des Bergeries : 8.50 € (tarif plein) 5 € (tarif réduit : étudiants, apprentis, chômeurs, retraités, groupes de 10 personnes)
- Concerts " Une heure avec..." auditorium de la médiathèque : gratuit
- Concerts scolaires JMF : gratuit

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver ces tarifs, et d'autoriser la Direction des affaires culturelles à percevoir les recettes des ventes des billets dans le cadre de la régie recettes pour la Galerie.

Les recettes seront encaissées au moyen de chèques ou en numéraires et inscrites à la rubrique 33, nature 7062 du budget de la ville.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que la Direction des Affaires culturelles organise les éditions de : " Le Cercle à Musique – Saison musicale " tous les ans, de janvier à juin,

Considérant la nécessité de voter des tarifs pour les différents concerts,

La commission des finances entendue,

DELIBERE

Article 1 :

Les tarifs des concerts du Cercle à musique sont fixés comme suit :

- Concert à la salle des mariages et au Théâtre des Bergeries : 8.50 € (tarif plein) et 5 € (tarif réduit : étudiants, apprentis, chômeurs, retraités, groupes de 10 personnes)
- Concerts " 1 heure avec..." auditorium de la médiathèque : gratuit
- Concerts scolaires JMF : gratuit

Article 2 :

Autorise la Direction des affaires culturelles à vendre les billets pour ces concerts, sur place ou par correspondance.

Article 3 :

Autorise la Direction des affaires culturelles à percevoir les recettes de ces ventes dans le cadre de la régie de recettes pour la Galerie créée le 4 novembre 2005 (extrait du registre des décisions du Maire n° D05/248).

Article 4 :

Les recettes seront encaissées au moyen de chèques ou en numéraires, et inscrites au budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

## **29 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS POUR LE PLAN « LA CULTURE ET L'ART AU COLLÈGE », 3800 EUROS**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième à destination d'un artiste ou critique d'art écrivain. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents. Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Le plan départemental « La Culture et l'Art au Collège (CAC) » concrétise la volonté du Département de contribuer, en partenariat avec l'inspection académique, à l'ouverture culturelle et à la réussite scolaire des collégiens par la mise en œuvre d'actions artistiques de qualité. La CAC est fondée sur le principe de la mise en place de trois parcours par collège. Chaque parcours, dans son ensemble, représente une quarantaine d'heures d'activités, réparties entre la pratique, les sorties culturelles, et l'analyse critique. Pour la mettre en œuvre, un appel à projets a été lancé par le Département en direction des acteurs artistiques et culturels œuvrant en Seine-Saint-Denis. Au nombre des parcours retenus pour l'année scolaire 2015-2016, figurent celui proposé par la Commune de Noisy-le-Sec pour La Galerie, Centre d'art contemporain, au collège Jacques Prévert à Noisy-le-Sec.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de fonctionnement de 3 800 € auprès du Département de la Seine-Saint-Denis pour mener à bien le parcours « La Culture et l'Art au Collège ».

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et le Département de la Seine-Saint-Denis,

Considérant que le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2014-2017,

DELIBERE

#### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de 3.800 € auprès du Département de la Seine-Saint-Denis pour mener à bien le parcours « La Culture et l'Art au Collège » CAC, au collège Jacques Prévert à Noisy-le-Sec, pour l'année scolaire 2016-2017.

#### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

#### Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite au budget de la ville.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

### **30 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

#### **LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL RÉGIONAL EN 2017 DE 25.000 EUROS**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, à destination d'un artiste vivant en France, d'un artiste étranger et d'un auteur. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :  
d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 25.000 € auprès du Conseil régional d'Île-de-France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux lieux de diffusion des arts et manifestations numériques pour l'année 2017.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et le Conseil régional d'Île-de-France,

DELIBERE

##### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 25.000 € auprès du Conseil régional d'Île-de-France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux lieux du réseau culturel francilien pour l'année 2017.

##### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

##### Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite au budget de la ville.

##### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

### **31 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

#### **LA GALERIE, SUBVENTION DE L'ADAGP DE 3000 EUROS POUR L'EXPOSITION "TES MAINS DANS MES CHAUSSURES" EN 2017**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième à destination d'un artiste ou critique d'art écrivain. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

La Galerie a pour mission d'accompagner les artistes dans la production de nouvelles œuvres et de les diffuser au sein du centre d'art et de ses réseaux.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une aide de 3000 € pour La Galerie auprès de l'ADAGP, Société des Auteurs dans les Arts Graphiques et Plastiques, en soutien à la production des œuvres des artistes de l'exposition intitulée « Tes mains dans mes chaussures » pour l'année 2016 et 2017.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21,

Considérant que dans le cadre de sa mission d'aide à la création, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec organise une exposition intitulée « Tes mains dans mes chaussures » réunissant 14 artistes dans la programmation annuelle de La Galerie,

Considérant que La Société des Auteurs dans les Arts Graphiques et Plastiques, dite ADAGP, a pour mission la protection des auteurs, notamment les dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle,

DELIBERE

##### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention complémentaire de 3000 € auprès de l'ADAGP en soutien à la production des œuvres des artistes de l'exposition intitulée « Tes mains dans mes chaussures » pour l'année 2016 et 2017.

##### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

##### Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite au budget de la ville.

##### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

***La délibération est adoptée***



#### **IV – VŒUX ET QUESTIONS ORALES**

##### **VOEU DES GROUPES « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » ET « SOCIALISTE ET CITOYEN » - SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

**Rapporteur :** Olivier SARRABEYROUSE

Au croisement de la rue Jean Mermoz et de l'avenue de Rosny est aménagé un stop destiné aux véhicules venant de la rue Jean Mermoz. Les véhicules ont le droit de tourner à droite mais l'interdiction d'emprunter l'avenue de Rosny en tournant à gauche. Régulièrement, les automobilistes ou motocyclistes ne respectent pas le stop. Ils coupent de plus la voie de circulation en enfreignant l'interdiction de tourner à gauche. Ce croisement est particulièrement accidentogène et a causé plusieurs accidents, sans parler de ceux qui sont évités quotidiennement.

L'un d'entre eux s'est produit le 28 novembre 2016 et a coûté la vie après un mois de coma à un père de famille noiséen qui circulait en deux roues pour se rendre à son travail à la garde républicaine au sein de la quelle il était musicien.

A priori, si les résultats de l'enquête le confirment, l'automobiliste n'a pas respecté le stop et a tourné à gauche alors que le motocycliste roulait dans le sens Bondy Rosny.

Considérant l'indéniable dangerosité de ce carrefour.

Considérant le haut niveau de circulation de la voie départementale, avenue de Rosny.

Considérant l'incivisme récurrent des conducteurs venant de la rue Jean Mermoz.

Considérant que nous portons collectivement la responsabilité morale de la sécurité de nos concitoyens.

Considérant que l'avenue de Rosny est une voie départementale et que la rue Jean Mermoz, une voie communale.

Le conseil municipal s'engage à solliciter les services municipaux, départementaux et de l'équipement afin de reconsidérer l'aménagement de ce carrefour pour le rendre sécurisé et éviter de nouvelles victimes de la route.

##### **Réponse de Monsieur Soligny :**

*« Je vous remercie pour ce vœu, dont je vous dis immédiatement, pour éviter tout suspens insoutenable, que nous allons voter POUR.*

*Mais je tiens à vous rassurer, nous n'avons pas attendu ce vœu pour demander au Conseil départemental de travailler à la sécurisation de ce croisement.*

*Ce dernier nécessite toute notre attention bien sûr, mais c'est l'avenue de Rosny dans son intégralité qui doit être refaite et sécurisée.*

*J'ai écrit en 2011 au Président du Conseil général, Claude Bartolone, pour lui demander d'inscrire cette réfection complète au budget départemental.*

*Visiblement, l'ancien Président du Conseil général n'était pas très attentif aux demandes de la Ville de Noisy, car je vous le rappelle, je lui avais à l'époque évoqué le 4<sup>e</sup> collège de Noisy, et cela ne l'intéressait pas beaucoup !*

*Gageons qu'avec le Président Troussel, nous aurons plus de chance, d'autant que nous avons ici dans notre enceinte une Conseillère départementale qui saura, je n'en doute pas, appuyer les dossiers de la Ville.*

*Sachez que j'ai écrit en janvier, puis en février au Président Troussel pour lui demander de bien vouloir étudier dans les plus brefs délais un aménagement permettant de sécuriser ce carrefour, où s'est déroulé un accident mortel que vous avez évoqué.*

*J'ai écrit à Mme Corinne Valls voici quelques jours pour lui exposer les actions à mettre en œuvre sur les routes départementales de Noisy-le-Sec, en évoquant bien sûr cette avenue de Rosny.*

*Enfin, j'ai également saisi la SNCF sur les conditions de sécurité à revoir de manière urgente pour le passage à niveau sur cette même avenue de Rosny, où se sont déroulés deux accidents au cours de ces derniers mois.*

*Comme vous le voyez, nous sommes mobilisés sur ce sujet, et espérons que le Conseil départemental répondra enfin favorablement à nos sollicitations datant de 2011 ! »*

**UNANIMITÉ**

**Le vœu est adopté**

**QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » ET  
« SOCIALISTE ET CITOYEN » - L'AMÉNAGEMENT AUTOUR DU NOUVEAU CONSERVATOIRE**

**Rapporteur :** Olivier SARRABEYROUSE

« Monsieur le Maire,

*A deux reprises, par courriel, nous vous avons interpellé sur le futur aménagement autour du nouveau conservatoire.*

*Nous n'avons obtenu à ce jour aucune réponse.*

- *Quel est l'avenir de la rue du 19 mars 1962?*
- *Sera-t-elle piétonnisée ou réaménagée avec un sens de circulation identique ou différent de l'ancien?*
- *Quel est le projet d'aménagement sur l'îlot Bouquet?*
- *Quel est le futur mode de gestion du parking de la Place des Découvertes? »*

**Réponse de Monsieur le Maire :**

« Chers collègues,

*Vous nous interrogez sur le devenir des espaces à proximité du nouveau Conservatoire de Noisy-le-Sec, qui sera géré par Est Ensemble.*

*Tout ce secteur, situé en plein centre ville de Noisy, nécessite un réaménagement important. Il n'est un secret pour personne qu'une partie du centre ville est composé d'îlots avec des habitats privés extrêmement dégradés. Il devient nécessaire de progressivement travailler à la rénovation de toute cette partie de Noisy. Et l'arrivée du nouveau Conservatoire est une opportunité pour entreprendre le réaménagement de tout ce secteur.*

*Pour répondre le plus précisément possible à vos interrogations :*

*Pour ce qui est de la rue du 19 mars 1962, qui est une voirie jouxtant le futur Conservatoire. La question de son réaménagement est donc importante pour la mise en valeur du nouvel équipement. Effectivement, une piétonisation de cette rue du 19 mars 1962 est à l'étude, et ce dans un souci d'apaisement des flux et afin de favoriser les déplacements doux et de proximité. Son réaménagement sera réalisé en 2017, en accompagnement de la livraison du Conservatoire.*

*En ce qui concerne Les îlots Bouquet Bergeries, ils présentent les caractéristiques de type centre ancien avec des thématiques d'habitat privé dégradé importantes. Le quartier Centre-ville Béthisy est inscrit en tant que quartier d'intérêt régional du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).*

*Des études spécifiques sont prévues pour définir le projet d'aménagement sur l'ensemble du secteur :*

- *une étude urbaine sur l'ensemble du quartier pour définir les orientations stratégiques et les actions en matière d'aménagement,*
- *deux études sur l'habitat privé portant sur les copropriétés anciennes de Bouquet Bergeries et les copropriétés semi récentes de Béthisy (réalisées par Est Ensemble) afin d'étudier les potentiels de requalification,*
- *des études de patrimoine réalisées par Noisy-le-Sec Habitat.*

*A plus court terme, les services de la Ville accompagnent également différents opérateurs intervenant sur le secteur afin de garantir un équilibre entre requalification urbaine et réhabilitation d'un patrimoine ancien, parfois vecteur d'insalubrité et de mal-logement, mais également représentatif d'un tissu bâti de centre-bourg.*

*La Ville va par ailleurs se doter prochainement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour être accompagnée dans la définition du projet d'ensemble et assurer la coordination et l'articulation entre les enjeux de courts termes, les études dans le cadre du NPNRU et ce qui est de l'ordre du droit commun (hors NPNRU).*

*Enfin, vous évoquez le mode de gestion du parking de la Place des Découvertes. Je vous précise donc que la SAEM Noisy-le-Sec Habitat prévoit un programme de travaux pour rénover les places de stationnement du parking des Découvertes. Son mode de gestion sera clarifié à cette occasion. »*

**QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » ET « SOCIALISTE ET CITOYEN » - RUE DES PROCESSIONS**

**Rapporteur :** Olivier SARRABEYROUSE

*« La rue des Processions dans le quartier de La Renardière est à cheval sur les communes de Noisy-le-sec et de Montreuil.*

*Lors de nos visites de quartier, les riverains ont indiqué qu'à l'issue de la réhabilitation, le trottoir de cette rue du côté de Noisy-le-sec était devenu impraticable du fait de l'implantation de lampadaires et d'une grille de protection d'une armoire électrique. De plus des véhicules automobiles stationnent régulièrement sur le trottoir.*

*De ce fait, les piétons sont contraints de marcher sur la chaussée sur la largeur du bâtiment A ainsi que le long du nouveau parking. Portions impraticables pour les fauteuils roulants ou les poussettes.*

*Cette situation génère donc un danger pour les piétons, en particulier pour les enfants qui ne sont pas particulièrement attentifs aux dangers de la circulation ou des personnes à mobilité réduite qui n'ont d'autre choix que de cheminer sur la chaussée.*

*De plus, au vu de la déviation établie en raison des travaux de la ligne 11, la circulation s'est considérablement accrue dans ce quartier et particulièrement sur cette portion de rue étroite que les automobilistes empruntent en double sens pour passer de Noisy-le-sec à Montreuil et réciproquement.*

*Au vu des différents éléments, il semblerait que la solution serait d'organiser la circulation de la rue des processions et de la sente de la Fontaine en un sens unique avec un élargissement des trottoirs sur une partie de la rue des Processions.*

*Cela nous amène à formuler les questions suivantes:*

- est-il possible de consulter l'ensemble des riverains sur la question de la circulation, de la sécurité routière et de l'aménagement lors d'une prochaine assemblée de quartier ou sous toute autre forme (questionnaire) ?*
- est-il possible d'envisager une circulation à sens unique sur les rues sus-citées en travaillant avec les élus et services de la ville de Montreuil et ceux de l'équipement afin de réduire la circulation et sa dangerosité?*
- est-il possible d'aménager les trottoirs du côté de Noisy pour éviter aux piétons d'empiéter dangereusement sur la chaussée ? »*

**Réponse de Monsieur Deleu :**

*« Monsieur le Conseiller municipal*

*Comme vous le soulignez vous-même, les difficultés réelles que posent la circulation et le stationnement rue des Processions, en particulier au carrefour avec la rue de la Dhuys (côté Renardière), se trouvent fortement accrues par le démarrage des travaux de génie civil du prolongement de la ligne 11. C'est la raison pour laquelle l'étude de pôle de la station « Dhuys », qui devrait prochainement démarrer, est susceptible d'apporter des solutions à l'échelle du quartier, en particulier grâce à une étude des reports de circulation, y compris rue des Processions bien sûr.*

*Mais ces difficultés, dont le conseil de quartier Boissière s'est saisi au-cours de sa dernière réunion, le 2 mars dernier, nécessitent des solutions – au moins provisoires - à une échelle de temps beaucoup plus proche, c'est-à-dire pendant la durée du chantier de la ligne 11. C'est la raison pour laquelle j'ai indiqué aux membres du comité de quartier que des solutions leur seraient présentées au cours de leur prochaine réunion, en mai.*

Ces solutions présentent une double contrainte :

- Si elles devaient inclure des mises en sens unique, la plus grande vigilance s'imposerait sur les conséquences en termes de report de trafic dans les rues voisines.
- Ces solutions, qu'il s'agisse de la circulation ou du stationnement, supposent un accord avec la ville de Montreuil, ce qui est loin d'être impossible, mais nécessite de prendre le temps des nécessaires échanges.

De plus, la RATP doit être associée à nos réflexions puisqu'elle peut prendre en charge, dans certains cas, les aménagements rendus nécessaires –ou du moins leur coût. Ce sera le cas, à titre d'exemple, dans le quartier voisin de la rue de la Chasse.

Quoi qu'il en soit, nos propositions, en cours d'élaboration, seront présentées aux habitants riverains pour validation. »

## **QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - LES PRIMAIRES**

**Rapporteur :** Olivier SARRABEYROUSE

« Monsieur le Maire,

Suite à une question relative aux Primaires (Droite / Centre et PS) que je vous ai adressée dans un premier courriel du 10 octobre 2016 resté sans réponse, je vous ai sollicité de nouveau par courriel le 30 octobre 2016.

Je souhaitais que vous portiez à ma connaissance les éléments dont vous disposiez, relatifs à l'organisation, aux besoins logistiques, au coût pour notre collectivité en termes de matériel, de personnel, de prêt de lieux.

Vous m'avez répondu le 02 novembre que vous appliqueriez les mêmes conditions que pour la primaire PS de 2011, à savoir, la mise à disposition gratuite de quatre écoles (Quatremaire, Carnot, Boissière élémentaire, et Estienne Orves élémentaire.).

Considérant que la réponse était partielle et incomplète, je vous ai demandé de me préciser si des agents municipaux seraient mobilisés pour ces initiatives politiques, lesquels et pour combien d'heures.

Je n'ai à ce jour aucune réponse.

Même si vous êtes dans votre droit, cette mise à disposition nous gêne à plusieurs titres :

D'une part, ce volontarisme tranche singulièrement avec la façon dont vous considérez l'expression des partis politiques locaux ou les difficultés qu'éprouvent certaines associations à bénéficier des locaux ponctuellement.

D'autre part, comme il vous plaît à rappeler aux associations noisesennes le montant des aides directes et indirectes que vous leur attribuez alors qu'elles jouent un rôle évident de lien social auprès de notre population, qu'elle vous permettent même d'économiser les services qu'elles rendent si vous en aviez la responsabilité, vous semblez ne pas avoir la même rigueur à l'égard de certains partis sur les moyens alloués dont ils ont bénéficié dans le cadre de ces Primaires. Pour rappel, les Primaires de la Droite et du Centre ont permis d'engranger près de 9 millions d'euros de bénéfice. Pour finir, alors que votre politique à l'égard du personnel territorial consiste, par souci d'économie, à rogner leurs avantages et heures supplémentaires pour un service rendu aux Noiséens, il ne vous semble pas inopportun de mobiliser quatre gardiens sur quatre dimanche (16 jours) ajouté à ce que vous avez du mettre en œuvre pour le bon déroulement des ces Primaires dont on peut douter aujourd'hui de leur utilité et efficacité démocratique.

Ceci nous amène à vous demander :

- quel est le coût en personnel pour ce qui concerne l'organisation en amont, les jours de vote, et les jours qui ont suivi l'ouverture des quatre écoles ?
- quel est le coût estimé des fluides ?
- quel est le coût estimé de mise à disposition du matériel ?
- une participation financière a-t-elle été demandée aux partis organisateurs ?

*Merci pour la précision de votre réponse. »*

## **Réponse de Monsieur le Maire,**

*« Monsieur le Conseiller municipal*

*Votre question est assez déroutante. Vous, votre parti, vos soutiens, n'ont à la bouche que le mot de démocratie participative, expression du peuple, concertation et j'en passe.*

*Le système des Primaires des partis politiques, qu'on le veuille ou non, fait partie de cet élan démocratique permettant aux citoyens de choisir un candidat avant d'être confronté au scrutin national de la présidentielle.*

*Or, votre question sous entend que vous êtes visiblement gêné par ce système. Qu'est ce qui vous gêne ? Qu'une commune mette à la disposition quelques moyens – 4 salles, 4 urnes, quelques chaises et tables, que 4 gardiens ouvrent et ferment les portes, et cela 1 fois tous les 5 ans - pour une consultation démocratique au niveau national, système plébiscité par toutes et tous dans notre pays ?*

*Très sincèrement, je ne vous comprends pas. Je pensais au contraire que vos positions politiques, qui sans cesse défendent et mettent en avant la consultation, la participation citoyenne, des Françaises et des Français, devraient au contraire remporter votre totale adhésion. Et ce d'autant plus que nous avons traité ces deux primaires de la même manière, avec les mêmes moyens ! Et de la même manière que pour les Primaires de la Gauche de 2012.*

*Quant à comparer cette très légère mise à disposition gratuite de quelques moyens, 1 fois tous les 5 ans, avec les efforts importants que nous faisons auprès des associations, chaque année, sans baisser les enveloppes globales de ces aides, cette comparaison me choque. Je vous rappelle que le budget subventions aux associations est de plus d'1 million d'Euros, que nous informons ces mêmes associations des aides indirectes que la Mairie met à leur disposition : plus d'un million et demi d'Euros ! Mais je vous rassure, nous ne leur facturons pas ces aides indirectes ! Nous voulons simplement que nos associations se rendent parfaitement compte des efforts de la Commune.*

*Voilà, je regrette profondément cette mise en cause d'un principe démocratique approuvé et plébiscité par toutes et tous ! Et si les partis politiques dont vous êtes les représentants sur la ville, avaient organisé des primaires pour désigner votre candidat au niveau national, nous aurions mis à votre disposition les mêmes moyens ! Mais voilà, votre candidat est désigné par le parti, là ou d'autres font le choix de la désignation citoyenne. Chacun ses méthodes. »*

## **QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - LES COMPTEURS LINKY**

**Rapporteur : Patrick LASCoux**

*« Monsieur le Maire, Au conseil municipal du 1er décembre 2016, notre groupe a présenté un voeu concernant l'installation et l'utilisation des compteurs communicants « Linky » d'Enedis. Nous y demandions la mise en place d'une commission d'information et d'analyse des risques liés à ces nouveaux compteurs électriques. Vous n'avez pas répondu favorablement à cette demande. Pourtant, comme beaucoup de Français, les Noiséennes et les Noiséens s'interrogent sur l'impact sanitaire, économique et écologique de l'adaptation d'un tel équipement. « Linky » n'est pas un simple compteur électrique ; non seulement il surestime largement notre consommation réelle\* mais il permet aussi de déduire de nombreuses informations relatives à notre vie privée. Sur Noisy-le-Sec, la pose des compteurs « Linky » a commencé. D'après Enedis, elle devrait durer jusqu'en 2021. Sur un avis de passage non nominatif diffusé par un prestataire, on peut lire que l'intervention durerait entre 30 et 45 minutes. Lors d'une réunion publique, une habitante a signalé qu'un sous-traitant avait voulu déposer son compteur sans qu'elle en soit directement informée. On imagine aisément les risques liés à cette intervention : l'interruption d'alimentation électrique pourrait par exemple entraîner l'arrêt d'un respirateur ou d'un système d'alerte et mettre ainsi en danger des personnes. Ne pensez-vous pas Monsieur le Maire que quelques précautions s'imposent ?*

☐ *Est-ce que les sous-traitants d'Enedis, comme par exemple Sogetrel, vous ont communiqué un planning précisant les lieux et les horaires d'intervention ?*

- ☐ *Ce planning a-t-il fait l'objet d'un affichage en Mairie ?*
- ☐ *Est-ce que des plaquettes d'information explicative sur les droits des personnes ont été remises aux usagers avant l'installation ?*
- ☐ *Est-ce qu'une étude d'impact sur la vie privée a été réalisée avant le déploiement des compteurs sur la commune ?*
- ☐ *Est-ce que ces informations ont été communiquées aux Noiséens ?*
- ☐ *Avez-vous vérifié que les entreprises intervenant sur la ville étaient bien habilitées par ENEDIS pour remplacer les compteurs ?*
- ☐ *Avez-vous rappelé à l'entreprise habilitée qu'elle ne pouvait pas intervenir au domicile des usagers en dehors de leur présence ou sans leur consentement, que le compteur soit situé à l'intérieur ou à l'extérieur de leur domicile ?*

Monsieur le Maire, les Noiséennes et les Noiséens doivent préalablement être informés de l'utilisation possible de leurs données personnelles fournies par le compteur communicant « Linky ». Après avoir pris connaissance de :

- ☐ l'article L. 2122-27 du code général des collectivités territoriales,
- ☐ la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- ☐ la délibération n°2012-404 du 15 novembre 2012 de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) portant recommandations relatives aux traitements de données de consommation détaillées collectées par les compteurs communicants et la communication de la CNIL du 30 novembre 2015.

*Seriez-vous disposé, Monsieur le Maire, à prendre un arrêté réglementant l'implantation des compteurs de type « Linky » sur Noisy-le-Sec ? »*

#### **Réponse de Monsieur le Maire :**

*« Monsieur le conseiller municipal,*

*Je vais en fait répondre à votre question en m'interrogeant également moi-même.*

*Je me suis interrogé si vous aviez saisi l'Etat, seul décisionnaire sur ce dossier, lorsqu'il a fait voter la Loi de Transition énergétique de 2015 ?*

*Je me suis interrogé si vous aviez saisi votre député sur cette question. Le député, vous savez, cet élu qui selon la Constitution française vote des lois ?*

*Je me suis interrogé si vous aviez demandé à vos amis, qui nous envoient quelques cartes postales en Mairie sur ce sujet, de les envoyer au député et au Gouvernement, au Préfet ou à l'entreprise Enedis ?*

*Je me suis posé la question : avez-vous interrogé la société Enedis sur son propre fonctionnement ? Vous dites notamment qu'une notice informe les habitants de la durée d'intervention, et vous me demandez si une plaquette d'information a été distribuée ? Vous apportez vous-même la réponse à votre question !*

*Je me suis demandé si vous étiez sérieux lorsque vous me demandez si j'ai opéré, ordonné, ou eu connaissance une étude d'impact sur la vie privée des gens ? Que n'aurais-je entendu de votre part si j'avais, dans ce cadre ou dans un autre, émis l'idée d'étudier la vie privée des gens ?*

*Je me suis demandé si vous aviez interrogé vos amis qui dirigent la Mairie de Saint-Denis ? Ils ont organisé une réunion d'information en février 2017 portant sur l'étude de l'Agence nationale de sécurité sanitaire et de l'alimentation, sur la dangerosité supposée, et largement mise en avant, par vous-même d'ailleurs en décembre dernier, de ces compteurs ?*

*Les résultats de cette étude sont très rassurants a souligné la Mairie de Saint-Denis, qui compte lever son moratoire sur le déploiement de ces compteurs. Les avez-vous interrogés ?*

*Enfin, permettez-moi de m'interroger sur votre insistance à vouloir faire porter sur la Mairie, le Maire et son équipe municipale, la responsabilité de la mise en place d'une décision prise par l'Etat ? Avez-vous saisi le Préfet de Seine-Saint-Denis sur l'application et les procédures de ces mises en place ?*

*Enfin, j'ai lu que le collectif Anti Linky de Noisy-le-Sec voulait obtenir une délibération du Conseil municipal de refus de Linky ! Petits rappels : les compteurs appartiennent au concessionnaire. La Mairie n'est pas compétente sur ce déploiement. Le Siperrec lui-même n'est pas compétent. Toute délibération d'un Conseil municipal n'a aucune valeur juridique. Tout arrêté du Maire au titre de son pouvoir de Police ne peut interdire un tel déploiement puisque nous sommes bien loin d'un danger grave ou imminent.*

*Monsieur Lascoux, êtes vous bien certain d'avoir saisi et interrogé les bonnes personnes ?*

### **QUESTION ORALE DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE L'ÎLOT CHAPLIN**

**Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE**

*« Monsieur le Maire,*

*La délibération du conseil municipal du 18 février 2016 instaurant un périmètre d'étude sur l'îlot Chaplin a été annulée par un jugement du Tribunal administratif de Montreuil du 9 mars 2017.*

*Il convient de préciser qu'il s'agit de la deuxième annulation d'une délibération identique et ayant le même objet. La première date de juin 2014 et a été annulée en novembre 2015.*

*Le Tribunal a jugé que la délibération annulée n'est fondée sur aucun projet réel d'aménagement et est donc illégale.*

*Nous savons que vous avez l'intention de vendre la parcelle communale supportant la maison Charlie Chaplin à un promoteur.*

*Toutefois, vous n'avez, à ce jour, ni communiqué sur votre projet, ni employé la bonne méthode.*

*Je vous le demande donc à nouveau et solennellement, quel est votre projet sur cet îlot ?*

*Quand le présenterez-vous au conseil municipal ?*

*Quand le soumettrez-vous à concertation avec les riverains ?*

*Avec mes remerciements. »*

**Réponse de Madame Jen :**

*« Monsieur le Conseiller municipal*

*L'îlot Chaplin-Brément-Moissan est caractérisé au sud par un parcellaire essentiellement privé très étroit, fortement morcelé qui présente des poches d'habitat dégradé.*

*L'activité commerciale se limite à un café (en attente d'une expulsion commerciale) à l'angle des deux axes (Brément-Michelet).*

*La Ville porte la volonté de valoriser les parcelles bâties lui appartenant et notamment, la mutabilité de l'emprise occupée par la salle Chaplin. En effet, ses aménagements intérieurs sont actuellement obsolètes et nécessitent une relocalisation de cette offre publique. Le projet s'inscrit également dans une décision d'accompagner la mutation des parcelles privées dont certaines sont caractérisées par un bâti dégradé notamment le long de la rue de Brément.*

*Plus globalement, la rue de Brément est le support aujourd'hui de plusieurs projets structurants qui constituent des points d'accroche en faveur d'une requalification de l'îlot : projet de rénovation urbaine du quartier du Londeau, requalification d'une partie de la rue de Brément par le Conseil Départemental, projet de réhabilitation de la cité Mansart et projet d'extension de la crèche Quatremaire.*



*Une opération de remembrement s'appuyant sur les emprises Villes et qui engloberait la maison Chaplin (salle associative) sur la rue Moissan et les parcelles non bâties sur le Boulevard Michelet s'avère nécessaire dans le processus de mutation de ces emprises.*

*Les enjeux sur le secteur sont donc divers et peuvent être résumés comme suit :*

- *requalifier les espaces publics, et notamment participer à la requalification de la rue de Brément et des abords de la place du Général De Gaulle,*
- *requalifier l'habitat privé dégradé et reconstituer un front urbain cohérent,*
- *conforter un pôle commercial secondaire de proximité existant,*
- *assurer une densification maîtrisée du tissu en préservant un cœur d'îlot paysager.*

*Dans cette poursuite d'objectifs, la Ville a organisé du 05 juin au 20 août 2015, une consultation restreinte auprès de plusieurs opérateurs afin de proposer une faisabilité urbaine sur deux secteurs de projet au sein de l'îlot Chaplin-Brément-Moissan. Un opérateur a ainsi été retenu à l'issue de cette consultation.*

*Cet opérateur s'est ainsi rapproché de différents propriétaires fonciers afin d'envisager des acquisitions foncières amiables en vue de la mise en œuvre des objectifs que je viens de vous exposer.*

*Le projet finalisé, intégrera une centaine de logements, répartis au sein de l'îlot Chaplin-Brément-Moissan ainsi qu'une surface commerciale en rez-de-chaussée, située à l'angle de la rue de Brément et du boulevard Michelet.*

*Pour ce qui est du bâtiment Chaplin, vous connaissez l'état de ce bâtiment, qui a la caractéristique de ne pas être accessible aux personnes Handicapées ou à mobilité réduite. La reconstitution des salles du local Chaplin a déjà été anticipée ces dernières années, notamment par la création de la salle Joséphine Baker et du programme situé 51 rue Vaillant-Couturier, qui elles, respectent les normes en vigueur pour l'accessibilité. On peut également noter qu'une autre salle sera disponible au sein du groupe scolaire Jean Renoir d'ici son ouverture pour la rentrée 2019. La Ville étudie la possibilité de restitution sur d'autres sites et la temporalité de mise en œuvre de cette opération côté Charlie Chaplin intégrera cette logique de reconstitution.*

*Les éléments relatifs à cette opération seront présentés lors d'une prochaine Commission Aménagement, vraisemblablement au mois de juin, préalablement à nos débats en Conseil Municipal. Lorsque nous aurons la maîtrise du foncier, bien évidemment nous présenterons en Conseil de quartier et aux riverains le projet. »*

## **QUESTION ORALE DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - TERRAIN LOUÉ 38 CHEMIN DE MONTREUIL À CLAYE**

**Rapporteur :** Ibrahim DIARRA

« Monsieur le Maire,

*Il ressort des décisions communiquées avec l'ordre du jour du conseil municipal de ce jour que vous avez signé un nouveau contrat de location du terrain situé 38 chemin de Montreuil à Claye avec la commune de Rosny-sous-Bois.*

*De façon surprenante, ce bail prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2016 alors que la décision d'approbation date du 25 octobre 2016 mais n'est publiée que le 17 mars 2017.*

*Ce terrain est sous-loué à la Fédération musulmane de Noisy-le-Sec à effet du 1<sup>er</sup> septembre 2016 mais la décision d'approbation du bail est datée du 26 janvier 2017.*

*Par ailleurs, le loyer payé à la commune de Rosny est de 3 200 € alors que celui demandé au souslocataire est de 4 812 €.*

*Pouvez-vous nous apporter des éclaircissements sur ces discordances de dates et de montant de loyer ?*

*Le Tribunal administratif de Montreuil par jugement du 23 février 2017 a annulé la convention de souslocation du 8 décembre 2015 que vous avez signée avec une association dénommée « Union des fédérations musulmanes noiséennes » dont il est apparu qu'elle n'a jamais existé.*

*Or, la Fédération musulmane de Noisy-le-Sec a bénéficié gratuitement du terrain du 38 chemin de Montreuil à Claye depuis la fin avril 2015 et y a implanté un bâtiment modulaire sans permis de construire puisqu'elle ne l'a obtenu qu'en octobre de la même année. En outre, le permis de construire précaire délivré a expiré le 31 août 2016. Cet ERP dispose-t-il aujourd'hui d'une autorisation d'ouverture régulière ?*

*Pouvez-vous préciser au conseil comment vous allez récupérer le loyer annuel de 3 200 € payé à la commune pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 31 août 2016 ?*

*Avec mes remerciements. »*

**Réponse de Monsieur Yahia-Chérif :**

*Le terrain situé au 38 chemin de Montreuil à Claye est un terrain appartenant à la Ville de Rosny, mis à disposition de la Ville depuis Septembre 2015.*

*Ce terrain est aujourd'hui sous loué à la Fédération Musulmane de Noisy le Sec pour l'implantation provisoire d'une salle de prière à destination des Noiséens, en attendant la finalisation du projet de construction d'une mosquée sur le territoire.*

*Les premières conventions ayant pris fin le 31 août dernier, il a été nécessaire de les reconduire. Les conventions avec la Ville de Rosny sous Bois et avec la Fédération Musulmane de Noisy le Sec prennent effectivement effet au 1<sup>er</sup> Septembre 2016 et ont été signées ultérieurement par les parties.*

*Le jugement que vous citez en date du 23 février 2017 a répondu à un moyen identique que vous avez soulevé: s'agissant d'une situation juridique établie et du renouvellement de règles antérieures existantes à son entrée en vigueur, il est tout à fait admis en droit de prévoir dans une convention des effets différés. Le contrat étant la loi des parties, elles choisissent d'un commun accord les effets du contrat, ce qui inclut la date des effets de celui-ci.*

*Concernant la publication des décisions prises par le Maire en vertu de la délégation prévue à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, l'article L 2122-18 de ce même code impose que ces dernières doivent être présentées à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal. Cet article n'impose aucune condition de délai, ni aucune concomitance entre la signature des décisions et leur publication.*

*Concernant le montant du loyer, celui versé par l'association cultuelle est équivalent à celui versé par la commune de Noisy-le-sec à la ville de Rosny-sous-bois : 3 200 €*

*En effet, la convention de sous location avec la Fédération Musulmane de Noisy-le-Sec prévoit le versement d'un loyer supérieur à celui de la convention précédente mais sur seulement huit mois, de janvier à août 2017, alors que la précédente prévoyait un versement sur 12 mois. Le montant total n'a lui pas été modifié.*

*Enfin, vous n'êtes pas sans savoir que les différentes autorisations d'urbanisme relatives à ce terrain sont instruites par la Ville de Rosny-sous-Bois, propriétaire du terrain, puisque que vous avez attaqué, sans succès, la validité de ces dernières par le biais d'un référé suspension et d'un recours au fond déposés à l'encontre de la Ville de Rosny sous Bois devant le Tribunal Administratif de Montreuil.*

*La mise à disposition de ce terrain sur la période de septembre 2015 à août 2016 a été réglée à la Ville sur la base d'une convention annulée par le jugement précité, nous en tirerons les conséquences qui s'imposent. »*

## **QUESTION ORALE DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - APPEL À PROJETS POUR DEUX TERRAINS À USAGE DE PRATIQUES SPORTIVES INNOVANTES**

**Rapporteur :** Ibrahim DIARRA

« Monsieur le Maire,

*Dans Le Noiséen de mars 2017, en page 14, il est annoncé que deux terrains communaux – avenue du Général Leclerc et sur l'emprise du stade Huvier, font l'objet d'un appel à projets en vue d'y implanter des installations pour des pratiques sportives innovantes.*

*Je souhaiterais avoir les précisions suivantes :*

- Le cahier des charges
- Le calendrier
- Les modalités de publicité et mise en concurrence éventuelle des projets
- Les modalités de choix des opérateurs
- Le financement des projets
- Le coût pour la commune et les usagers

*Avec mes remerciements. »*

**Réponse de Monsieur le Maire :**

« Monsieur le Conseiller municipal,

*Concernant cet appel à projet, Est Ensemble a sollicité la Ville de Noisy-le-Sec en début d'année 2017 pour répondre à l'appel à « projets sportifs 2017 Grand Paris terrain de Jeux. »*

*L'appel à projets s'inscrit dans une démarche globale de coopération territoriale entre Paris, le Département de la Seine-Saint-Denis et les 4 Territoires qui le composent : Plaine-Commune, Est-Ensemble, Grand Paris Grand Est et Paris Terres d'Envol. Dans le cadre de la candidature Olympique de 2024, ces 6 collectivités ont signé en 2016 une convention qui vise à accélérer cette coopération au travers d'engagements concrets dans les domaines du sport, de l'aménagement urbain, de la culture, de l'éducation, de l'emploi et l'insertion.*

*On peut, peut-être, regretter que seule la Ville de Noisy-le-Sec, au sein d'Est Ensemble, ait joué le jeu et répondu présente sur cet appel à projet.*

*Pour les villes, dont Noisy-le-Sec, il s'agit de proposer certains terrains de la ville qui sont actuellement inoccupés ou peu utilisés, à des acteurs du monde sportif (fédérations sportives, clubs, opérateurs sportifs, investisseurs, architectes et designers, etc.) afin de développer des installations ou des pratiques sportives à Paris et sur le territoire de la Seine-Seine-Denis.*

*Les sites seront ensuite affectés à un porteur de projet au terme d'un entretien avec un jury spécifique pour chaque collectivité. Une concertation plénière sera toutefois assurée avant l'attribution des sites pour assurer la bonne répartition des projets et éviter, par exemple, les doublons. Les porteurs de projet pourront proposer d'occuper durablement ces sites (avec un délai maximal de 10 ans), ce qui permettra de proposer aux usagers des activités sportives nouvelles ou d'offrir une vitrine à un projet ou à une discipline en plein essor.*

*La procédure s'inscrit dans la conception, la réalisation et l'exploitation de l'infrastructure pour une activité sportive sans subvention ni réalisation de travaux des collectivités. Le régime juridique est une convention d'occupation domaniale pour une durée maximum de 10 ans.*

*Pour ce qui est des critères de sélection, Les collectivités concernées retiendront sur chaque site le projet en application des critères suivants :*

- L'opportunité et la qualité du projet sportif développé par l'occupant ;*
- La qualité et la cohérence des moyens mobilisés pour le mettre en œuvre (qualité technique et architecturale des installations et insertion dans l'environnement urbain, modalités d'exploitation technique et fonctionnelle) ;*
- Les références du porteur de projet et/ou des bureaux d'études associés ;*
- Le montant de la redevance proposée ;*

*L'équilibre économique de la convention appréciée en fonction des coûts d'investissement du projet, de sa rentabilité et de la durée de la convention proposée.*

#### **Le Calendrier**

*6 février 2017 : lancement de l'appel à projets*

*20 février 2017: rencontre avec les acteurs du monde économique et sportif à l'Apollo Sporting Club, 3, quai du Lot (19e).*

*6 mai 2017 : date limite de remise des offres*

*Juin-juillet 2017: choix des candidats pour chaque site.*

*Septembre 2017: communication officielle des projets retenus.*

*Les informations seront régulièrement mises à jour sur Paris.fr.*

*L'intérêt pour Noisy-le-Sec est double : d'abord renforcer l'activité et l'offre sportive déjà importante pour les Noiséennes et les Noiséens en leur permettant d'accéder à des pratiques que nous n'aurions pas. Ensuite, promouvoir notre ville comme attractive en matière de sports et appuyer la candidature de Paris JO 2024.*

*Je veux néanmoins souligner deux choses : d'une part, si lors du jury, les candidats sur les sites de Noisy-le-Sec ne conviennent pas, nous ne les retiendrons pas. D'autre part, la concertation au sein de Noisy-le-Sec sera réalisée dès que les Candidats et leurs projets seront connus. »*

#### **QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » ET « SOCIALISTE ET CITOYEN » - SÉJOURS JEUNESSE 12-17 ANS DE FÉVRIER 2017**

**Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE**

*« Monsieur le Maire,*

*Nous avons appris que de graves incidents sont survenus lors du séjour de vacances à Combloux organisé par le service jeunesse et sous-traité à un prestataire privé, NSTL.*

*Que s'est-il produit d'aussi grave nécessitant le recours à la Gendarmerie et la décision d'abrégé le séjour ?*

*Comment le prestataire était-il contrôlé par le service jeunesse ?*

*Avez-vous décidé de rembourser les familles ?*

*Allez-vous payer le prestataire et le conserver pour les séjours d'été ?*

*Nous vous remercions de votre réponse. »*

#### **Réponse de Monsieur le Maire :**

*« Monsieur le conseiller municipal,*

*Le séjour organisé à Combloux-Megève du 4 au 11 février 2017, attribué au prestataire NSTL, ne s'est pas déroulé de façon satisfaisante avec le groupe des 15-17 ans.*

*Les jeunes se sont comportés de façon irrespectueuse et très rapidement agressive envers l'équipe d'animation qui n'a pas réussi à gérer ce groupe pourtant réduit de 7 jeunes.*

*Le Service jeunesse est resté en contact régulier avec le prestataire, et certains jeunes pendant tout le séjour.*

*Dès le mardi 7 février, le Service Jeunesse a proposé d'envoyer sur place un animateur expérimenté de l'équipe de Noisy pour aider les animateurs de NSTL, voire, si nécessaire, pour rapatrier le ou les jeunes perturbateurs.*

*Cette proposition a été catégoriquement refusée par le prestataire.*

*Le jeudi, en fin d'après midi, le responsable local du lieu d'hébergement a demandé au prestataire NSTL de rapatrier l'ensemble du groupe de Noisy, les jeunes de 12 à 14 ans et les plus grands de 15 à 17 ans. Ils craignaient en effet que les plus grands occasionnent des dégradations volontaires dans l'établissement.*

*Dans la soirée, les jeunes ont déclenché l'alarme incendie, au cours de leur chahut, c'est à cette occasion que la gendarmerie a été alertée et une patrouille détachée sur le site, pour calmer la situation.*

*Il a donc été décidé de rapatrier les jeunes. Au retour à Noisy, à la descente du car, le service jeunesse a organisé une première rencontre avec les parents, pour expliquer les circonstances du retour prématuré. La semaine suivante, une deuxième réunion a été organisée avec les parents des enfants du groupe des 12-14 et du groupe des 15-17 pour faire le point sur les comportements des jeunes.*

*En ce qui concerne le prestataire, les factures sont bloquées. La municipalité a pris la décision de rembourser les familles des enfants du groupe des 12-14 ans qui ont subi le comportement inacceptable des plus grands durant ce séjour. »*

**QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » ET « SOCIALISTE ET CITOYEN » - DÉCISION DE SUPPRESSION DE DROITS À CONGÉS DES AGENTS COMMUNAUX ET DU RESTAURANT DU PERSONNEL**

**Rapporteur :** Jean-Paul LEFEBVRE

*« Monsieur le Maire,*

*Nous avons appris que vous avez décidé de supprimer la journée de congé accordée aux agents féminins à l'occasion du 8 mars.*

*Simultanément, vous avez opportunément décidé de supprimer la réception de ces agents pour célébrer la journée internationale des droits des femmes en prévenant le 6 mars à 17 h, ce qui relève à l'évidence d'un manque de considération certain.*

*Devant le comité technique, il aurait été invoqué des raisons budgétaires.*

*Quelles sont-elles ?*

*Dans le même élan, vous avez décidé de supprimer le congé accordé aux agents partant en retraite.*

*Le motif avancé étant également d'ordre budgétaire, pouvez-vous donner au conseil les éléments chiffrés qui permettraient d'apprécier la portée de ces décisions.*

*Enfin, toujours dans la préoccupation d'améliorer la qualité de vie au travail, vous avez décidé de fermer le restaurant administratif.*

*Pouvez-vous nous préciser les motifs de cette décision, sa date d'effet, l'économie réalisée et les mesures de compensation que vous n'avez pas manqué de prévoir ? »*

**Réponse de Madame Rivoire :**

*« Monsieur le Conseiller municipal*

*Votre question listant les mesures que nous comptons prendre en matière de Ressources Humaines ont effectivement des causes liées à l'élaboration budgétaire de la Ville.*

*Toutes les communes de France, de tous les bords politiques, sont confrontées à la baisse des Dotations de l'Etat, puisque depuis 4 ans, les Gouvernements successifs ont mis en œuvre une réduction des dotations aux collectivités locales.*

*Noisy-le-Sec est bien évidemment soumise à ce plan décidé et organisé par l'Etat, qui a pour conséquence de limiter les budgets communaux. Et c'est à nous, communes et collectivités locales, de devoir trouver les solutions. Cette situation se résume par : je limite vos finances, à vous de vous débrouiller pour gérer vos budgets.*

*Nous avons pris plusieurs mesures au cours de ces dernières années :*

- faire des économies sur les frais courants de fonctionnement des services, c'est-à-dire le 011,*
- réaménager nos investissements en les étalant ou reportant à plus tard,*
- augmenter nos recettes à travers des subventions auprès de nos partenaires,*
- maîtriser la masse salariale et réorganiser des services, c'est-à-dire le 012, qui comme vous le savez est un poste qui augmente chaque année, par le simple fait du GVT;*

*Oui, nous devons prendre des mesures en matière de 012. Ce qui n'est pas la chose la plus facile. On ne le fait pas de gaité de cœur.*

*Car ce n'est pas seulement la maîtrise budgétaire dont il est question. C'est aussi une question de légalité pour plusieurs points que vous soulevez :*

- aucun fondement statutaire et légal, avec de surcroît une discrimination, pour la journée de la femme offerte à une seule catégorie de personnel en fonction de son sexe,
- aucun fondement statutaire et juridique pour les congés pré-retraite ;

*Je voudrais vous informer que ces deux mesures ne prendront effet qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.*

*Enfin, quant au devenir du restaurant administratif, c'est un sujet qui sera abordé lors de prochains Comités techniques.*

*Sur ce sujet, je voudrais rappeler l'ordre des choses. Pour ce qui concerne le personnel communal, nous avons des instances incontournables de par la loi, avec qui nous avons l'obligation d'informer, puis de discuter et parler, avant toute présentation ou information.*

*Donc faire le procès de la municipalité qui n'informe pas les agents avant les représentants syndicaux, est un faux procès. Imaginez l'inverse : la municipalité informant tous les agents sur des mesures envisagées sans consulter ses représentants !*

*Quant à la manière de faire de certains membres de syndicats, vous me permettrez de m'interroger sur les insultes, sur les manières irrespectueuses de se comporter à l'égard d'autres membres de l'administration et également, le cas échéant, des élus. »*

**La séance est levée à 23:15**